

PROMOTIO IUSTITIAE

EXCHANGES ÉCHANGES INTERCAMBIOS

N° 67, mai 1997

* **PRÉSENTATION**..... 41

LETTRE et DOCUMENT de TRAVAIL
sur le
NÉOLIBÉRALISME en AMÉRIQUE LATINE

* **FOI et JUSTICE dans la FORMATION** 61
Peter Henriot, S.J., ZAMBIE

* **L'INITIATIVE d'APOSTOLAT SOCIAL, 1995-2005**

* **Une INTERVIEW** 65

* **Le COMITÉ PRÉPARATOIRE** 69

* **CINQUANTE ANS au MILIEU du PEUPLE** 72
Ricardo Falla, S.J., Honduras

C.P. 6139 – 00195 ROMA PRATI – ITALIE
+39-6 687.9283 (fax)
sjs@sjcuria.org

Jésuites en dialogue: la dimension interreligieuse est un nouveau bulletin publié par le nouveau Secrétariat pour le dialogue interreligieux (SJDI). Le secrétaire, le père Thomas Michel, voit le bulletin «principalement comme un moyen de transmettre de l'information entre jésuites et d'offrir un forum pour le partage des opinions» sur des matières rattachées à la dimension interreligieuse de notre mission jésuite. *Promotio Iustitiae* offre ses plus sincères félicitations et souhaite la plus chaleureuse bienvenue à sa plus jeune publication soeur de la Curie. Si vous désirez un exemplaire de la première livraison, veuillez le demander par fax au SJDI, au numéro +31-39-6-687.5101, ou par courrier électronique à l'adresse interrel@sjcuria.org – ou encore écrire à SJDI à l'adresse qui figure sur la couverture de *PJ*, indiquant bien la langue de votre préférence (anglais, français, italien ou espagnol).

Promotio Iustitiae est publié par le Secrétariat pour la justice sociale à la curie généralice de la Compagnie de Jésus à Rome et est disponible aussi en anglais et en espagnol. Si vous souhaitez recevoir *PJ*, il suffit d'en faire requête au Père Socius de votre province, tandis que les non-jésuites sont priés de communiquer directement leur adresse à l'éditeur.

Si vous êtes frappé par une idée de ce numéro, une brève réaction de votre part sera bien accueillie. Pour envoyer une lettre à *PJ* en vue de publication dans une prochaine livraison, veuillez utiliser l'adresse ou le numéro de fax ou le courrier électronique indiqué sur la couverture. La reproduction d'articles est encouragée en citant *Promotio Iustitiae* comme source et l'adresse. Merci de nous en envoyer une copie.

Promotio Iustitiae is also published electronically in English on the World Wide Web. If you have access to the Internet you can find *PJ* in the faith-justice section of the Jesuit page, at:

http://maple.lemoyne.edu/~bucko/sj_pj.html

Note that the character between the j and the p is an underline, not a dash. You need to reduplicate this address exactly in order to access the page. Once you find it, be sure to create a bookmark so that you can easily find the current issue of *PJ*.

Michael Czerny, S.J.
Éditeur

PRÉSENTATION

En novembre 1993, la province d'Argentine demanda la formation d'un groupe interdisciplinaire pour étudier le néolibéralisme en Amérique latine et proposer des formules de rechange amples et viables. Le travail a commencé après la 34^e congrégation générale. Un premier brouillon rédigé en octobre 1995 a mené à de nombreux échanges entre les supérieurs provinciaux d'Amérique latine, un deuxième a circulé parmi un petit nombre de confrères jésuites des États-Unis, de même qu'entre les coordonnateurs de l'apostolat social en Amérique latine, et une troisième version a été rédigée. Lors de leur rencontre d'octobre 1996 au Mexique, en présence du Père Général, les provinciaux ont mis la dernière main et apposé leur signature à la lettre et au document d'étude que *Promotio Iustitiae* est heureux de reproduire ici.

Les Provinciaux adressent leur lettre à leurs frères jésuites et, à travers eux, à «tous ceux qui participent à la mission apostolique de la Compagnie de Jésus à travers le continent et tous ceux qui se préoccupent du sort de notre peuple, spécialement des pauvres, et s'engagent à son service». Leur point de vue une fois clairement établi, les Provinciaux se concentrent sur la pauvreté croissante et l'évidente marginalisation des Latino-Américains comme effets des forces économiques mondiales à l'oeuvre en ce continent et ils critiquent celles-ci avec vigueur au nom des pauvres.

La lettre et le document devraient toujours, si possible, être lus ensemble et non séparément l'un de l'autre. Il devrait en être de même pour qui les publie. Où que vous vous trouviez dans le monde, quel que soit votre statut dans la société, vous aimerez lire la lettre et étudier le document avec les questions suivantes présentes à l'esprit:

- i) Quelles idées exprimées dans la lettre et le document vous aident à comprendre la pauvreté ou l'injustice économique dans votre contexte local? Dans votre propre perspective, qu'est-ce qui n'est pas utile?
- ii) Qu'est-ce qui vous aide à comprendre les réalités économiques mondiales (forces, modèles, structures) qui touchent la pauvreté, la marginalisation et l'exclusion?
- iii) Sur le plan national, quelles sont les causes ou les sources clés, économiques culturelles ou autres, qui engendrent la pauvreté et l'injustice?
- iv) Quelles idées servent le plus à mettre votre intelligence de la pauvreté/injustice en relation avec la situation mondiale, les modèles ou le système mondiaux?

Si, dans la lettre ou le document, quelque chose vous frappe, un bref commentaire de votre part, en manière de contribution au dialogue, sera vivement apprécié par *Promotio Iustitiae*, dont l'encadré affiche précisément: «EXCHANGES, ÉCHANGES, INTERCAMBIOS». Un exemple pertinent en est la notion d'«une érudition en science sociale» que les textes sur le néolibéralisme requièrent et promeuvent et pour lesquels le père Peter Henriot plaide éloquemment dans son article sur la «Foi et

justice dans la formation», les yeux tournés vers l'avenir de la mission de la Compagnie en Afrique et à Madagascar.

Toutes ces préoccupations atteignent aussi l'«Initiative de l'apostolat social» commencée il y a deux ans. Le bon travail déjà accompli nous a rendus vivement conscients de la diversité qu'il importe de respecter dans la caractérisation des nombreux ministères sociaux de la Compagnie. Il n'existe pas de cadre unique, relativement typique, institutionnel, ni de structure comme «une école», «une paroisse», «une maison de retraite». Jésuites et collègues oeuvrent dans la plus grande variété de contextes économiques, culturels et religieux qui constituent le monde d'aujourd'hui et de demain.

Le père Fernando Ponce explore des questions de ce genre et leur donne une poussée en avant dans son interview à partir de Paris, tandis que le bref rapport du Comité préparatoire international donne un avant-goût de la saveur et de l'esprit du Congrès de l'apostolat social qui doit se tenir à Naples en juin 1997.

Le congrès représente une étape seulement de l'«Initiative 1995-2005», initiative à long terme dont le but est de renouveler l'apostolat social sous toutes ses formes et d'assurer ce qu'on pourrait appeler sa «durabilité», c'est-à-dire, la continuité de l'apostolat social, sa capacité de se renouveler et de développer le service qu'il offre, l'engagement comme corps de la Compagnie, l'implication de chaque nouvelle génération.

Une prière-message sur les cinquante ans des jésuites au milieu du peuple du Honduras des jésuites parle de rendre grâce, de demander pardon, d'affronter les forces du mal et d'envisager une société à l'image du Royaume de Dieu, renouvelant notre engagement et nous joignant aux célébrations, et tous ces points sont également très utiles à notre méditation, en conclusion de la présente livraison de *PJ*.

Michael Czerny, S.J.

LETTRE sur Le NÉOLIBÉRALISME en AMÉRIQUE LATINE

Les Provinciaux latino-américains de la Compagnie de Jésus

Chers compagnons,

1. Nous, Supérieurs Provinciaux de la Compagnie de Jésus en Amérique latine et aux Caraïbes, répondant à la 34^e congrégation générale qui nous demande d'approfondir notre mission «**d'annoncer la foi qui cherche la justice**», désirons partager avec tous ceux qui participent à la mission apostolique de la Compagnie de Jésus sur le continent et avec toutes les personnes engagées dans le sort de notre peuple, spécialement envers ses membres les plus pauvres, **quelques réflexions sur ce qu'on appelle le néolibéralisme en nos pays**. Nous nous refusons à accepter tranquillement que les moyens économiques appliqués ces dernières années dans tous les pays latino-américains et aux Caraïbes représentent la seule manière possible d'orienter l'économie et que l'appauvrissement de millions de latino-américains soit le coût à payer nécessairement pour un futur accroissement. Ces moyens économiques sont le fruit d'une **culture**; ils proposent une conception de la personne humaine et prônent une stratégie politique, qu'il faut distinguer de nos propres modèles de la société à laquelle nous aspirons et pour laquelle nous travaillons en communion avec tant d'hommes et de femmes mus par l'espérance de vivre et de léguer aux générations futures une société plus juste et plus humaine.

2. Les considérations qu'on va lire ne prétendent pas être une analyse scientifique d'un sujet complexe qui exige un examen de la part de plusieurs disciplines. Ce sont là des réflexions sur les conséquences et les critères du néolibéralisme et sur les caractéristiques de la société à laquelle nous aspirons. Notre souci principal, est d'ordre éthique et religieux. Les comportements économiques et politiques auxquels nous nous reportons reflètent au sein du public les limites et les contre-valeurs d'une culture inspirée par une conception de l'homme et de la société étrangère aux valeurs de l'évangile.

LA SOCIÉTÉ DONT NOUS FAISONS PARTIE

3. À l'aube du 21^e siècle, les communications nous unissent étroitement; la technologie nous fournit de nouvelles possibilités de connaissance et de créativité; et les marchés envahissent tous les espaces sociaux. Au contraire de la décennie écoulée, l'économie de la majorité de nos pays latino-américains a recommencé à croître.

4. Cette expansion matérielle, qui pourrait susciter des espérances chez tout le monde, laisse cependant des foules dans la pauvreté, sans possibilité de participer à la construction du destin commun, menace l'identité culturelle de nos peuples et détruit les recours naturels. Nous calculons qu'en Amérique latine et aux Caraïbes, au moins 180 millions de personnes vivent dans la pauvreté et 80 millions survivent dans la misère.

5. Les dynamiques économiques qui produisent ces effets pervers tendent à se transformer en idéologies qui confèrent un caractère d'absolu à certains concepts: le marché, par exemple, d'instrument utile qu'il était, voire nécessaire, pour élever et améliorer l'offre et abaisser les prix, est en train de devenir **le moyen, la méthode et la fin** qui régissent les relations entre les êtres humains.

6. Ce motif a permis de généraliser sur le continent les moyens économiques connus comme «néolibéraux».

- Ils posent la croissance économique — et non la totalité de tous les hommes et de toutes les femmes en harmonie avec la création — comme la raison d'être de l'économie.
- Ils réduisent l'intervention de l'État au point de le dépouiller de toute responsabilité par rapport aux biens minimes auxquels a droit tout citoyen pour être une personne.
- Ils éliminent les programmes généraux de création d'occasions pour tous et les remplacent par des appuis occasionnels à des groupes déterminés.
- Ils privatisent des entreprises sous prétexte qu'en tous les cas l'État se révèle mauvais administrateur.
- Ils ouvrent sans restrictions les frontières aux marchandises, capitaux et afflux financiers et laissent sans protection suffisante les producteurs plus petits et faibles.
- Ils gardent le silence sur le problème de la dette extérieure dont l'acquittement oblige à réduire de façon drastique l'investissement social.
- Ils subordonnent la complexité des finances publiques à l'ajustement des variables macro-économiques: budget fiscal équilibré, réduction de l'inflation et balance stable des paiements; comme si de là découlait tout bien commun sans provoquer de nouveaux problèmes pour la population.
- Ils insistent sur le fait que ces ajustements produiront un accroissement qui, une fois considérable, élèvera le niveau d'entrée et réglera par ricochet la situation des défavorisés.
- Pour encourager l'investissement privé, ils éliminent les obstacles que pourraient poser les législations qui protègent les ouvriers.
- Ils libèrent les groupes puissants des impôts et des obligations envers le milieu ambiant et les protègent en vue d'accélérer le processus d'industrialisation, provoquant ainsi une concentration encore plus grande de la richesse et du pouvoir économique.
- Ils mettent l'activité politique au service de cette politique économique, avec comme résultat qu'ils tombent dans le paradoxe de supprimer tous les obstacles au libre exercice du marché, en même temps que les contrôles politiques et sociaux, par exemple, la libre embauche de la main d'oeuvre, pour garantir l'hégémonie du marché libre.

7. Il nous faut reconnaître que ces moyens d'ajustement ont apporté aussi des éléments positifs. On peut signaler la contribution des mécanismes de marché à l'élévation de l'offre de biens de meilleure qualité et de meilleurs prix; la réduction de l'inflation sur tout le continent; l'abandon aux gouvernements de tâches qui ne leur reviennent pas, afin de leur fournir l'occasion de se consacrer, comme c'est leur devoir, au bien commun; la conscience généralisée de l'austérité fiscale qui utilise mieux les recours publics; et le progrès des relations commerciales entre nos nations.

8. Pourtant, ces éléments sont loin de compenser les immenses déséquilibres sur le plan de la concentration des recettes, de la richesse et de la propriété de la terre; la multiplication des masses urbaines qui sont sans travail ou subsistent grâce à des emplois instables et peu productifs; la faillite de milliers de petites et moyennes entreprises; la destruction et le déplacement forcé de populations indigènes et paysannes; l'expansion du marché de la drogue installé en secteurs ruraux, dont les produits traditionnels demeurent hors de compétition; la disparition de la sécurité alimentaire; l'augmentation de la criminalité, provoquée bien souvent par la faim; la déstabilisation des économies nationales par des projets d'entreprises multinationales qui font fi des habitants.

9. En conséquence, parallèlement à un accroissement économique modéré, s'accroît dans presque tous nos pays le malaise social, qui s'exprime sous forme de grèves et de protestations dans les villes revient en force, en certains endroits, la lutte armée, qui ne résout rien; s'accroît le contrecoup de l'orientation

économique générale qui, loin d'améliorer le bien commun, approfondit les causes traditionnelles du mécontentement populaire: **l'inégalité, la misère et la corruption.**

LA CONCEPTION DE L'ÊTRE HUMAIN

10. Derrière la rationalité économique «néolibérale», il y a une conception de l'être humain qui limite la grandeur de l'homme et de la femme à leur capacité de créer des recettes monétaires. Cette rationalité rend plus âpres l'individualisme et la préoccupation de gagner et de posséder et elle mène facilement à attenter à l'intégrité de la création. En nombre de cas elle donne libre cours à la cupidité, à la corruption et à la violence. Et, en se généralisant dans les groupes sociaux, elle détruit complètement la communauté.

11. De la sorte, un ordre de valeurs s'impose dans lequel la liberté individuelle le cède à la consommation des satisfactions et des plaisirs, qui légitime, entre autres, la drogue et l'érotisme sans restrictions: une liberté qui s'oppose à toute immixtion de l'État dans l'initiative privée, s'oppose aux planifications sociales, méconnaît la vertu de la solidarité et n'accepte que les lois du marché.

12. Moyennant le processus de globalisation de l'économie, cette manière de comprendre l'homme et la femme envahit nos pays de contenus symboliques au grand pouvoir de séduction. Grâce à la main mise sur les moyens de communication de masse, on coupe les racines de l'identité des cultures locales, devenues impuissantes à se faire entendre.

13. D'ordinaire, les dirigeants de nos sociétés, rattachés à ces mouvements de globalisation et imbus de l'acceptation sans discrimination des raisons du marché, vivent comme des étrangers dans leurs propres pays. Sans dialoguer avec les habitants, ils considèrent ceux-ci comme un obstacle et un danger pour leurs intérêts, et non comme des frères, des compagnons ou des alliés.

14. Cette conception subtile et attrayante considère comme normal que des millions d'hommes et de femmes du continent naissent et meurent dans la misère, incapables de créer des ressources pour obtenir **un niveau de vie plus humain.** Aussi, les gouvernements et les sociétés ne sont pas scandalisés par la faim et l'incertitude de multitudes désespérées et perplexes face aux excès de ceux qui sans penser aux autres, abusent des ressources de la société et de la nature.

LA SOCIÉTÉ QUE NOUS DÉSIRONS

15. Grâce à Dieu, il existe des initiatives de transformation qui suggèrent l'apparition d'un monde nouveau à partir d'une diversité de groupes culturels, d'ethnies, de générations, de perspectives de classes et de secteurs sociaux.

16. Animés par ces efforts, nous sommes désireux d'aider à construire une société plus proche du Royaume évangélique de justice, de solidarité et de fraternité évangélique; une réalité dans laquelle la vie vécue avec dignité sera possible pour tous les hommes et toutes les femmes.

17. Une société dans laquelle toute personne peut accéder aux biens et services auxquels elle a droit pour avoir été appelée à partager la vie comme la voie commune vers Dieu. Nous ne demandons pas une société du bien-être, des satisfactions matérielles illimitées, mais une société juste, où personne ne soit exclu du travail et de l'accès aux biens fondamentaux nécessaires à la réalisation personnelle comme l'éducation, la nourriture, la santé, la famille et la sécurité.

18. Nous voulons une société dans laquelle tous, nous puissions vivre en famille et regarder l'avenir avec espoir, partager la nature et léguer ses merveilles aux générations qui viendront après nous.

19. Une société respectueuse des traditions culturelles qui ont conféré leur identité aux peuples indigènes, aux habitants venus d'ailleurs, aux afro-américains et aux métis.

20. Une société compatissante envers les faibles, les marginalisés, ceux qui ont souffert l'impact de processus socio-économiques qui refusent à l'être humain la première place. Une société démocratique, construite dans la participation, où l'activité politique soit l'option de ceux qui désirent s'engager au service des intérêts généraux qui regardent tout le monde.

21. Nous sommes conscients que la réalisation de ce type de société exige un prix élevé, en raison des changements d'attitudes, des habitudes et des valeurs que cela requiert. Cela nous met au défi de faire nôtres des éléments positifs de la modernité comme le travail, l'organisation, l'efficacité, sans lesquels nous ne pouvons construire la société à laquelle nous rêvons. Enfin, nous désirons contribuer à l'édification d'une communauté latino-américaine parmi nos peuples.

LES TÂCHES

22. Nous faisons face à une tâche énorme à accomplir en différents domaines:

- Entreprendre aux côtés de beaucoup d'autres, dans nos universités et nos centres sociaux, une enquête sérieuse sur le néolibéralisme – en sciences sociales, en théologie et en philosophie de l'homme et de la nature – et une promotion efficace, afin de connaître sa rationalité profonde et ses effets, qui frappent l'être humain et détruisent l'harmonie de la création.
- Comparer** et **discerner** les lignes d'action qui ressortent de l'analyse et prendre les options qui s'imposent.

23. Cette connaissance et ces décisions doivent nous mener à:

- Accompagner le cheminement des victimes depuis des communautés de solidarité. Pour protéger les droits des exclus et entreprendre avec eux, dans le dialogue avec les secteurs qui contrôlent les décisions, la construction de sociétés solidaires, ouvertes et non-excluantes.
- Renforcer les traditions culturelles et spirituelles de nos peuples pour qu'ils se situent, à partir de leur identité propre, dans l'espace des relations globalisées, sans rien perdre de leur richesse symbolique et de leur esprit communautaire.
- Insérer, dans le travail éducatif que nous accomplissons avec beaucoup d'autres, l'ordre de valeurs nécessaire pour former des personnes capables de préserver la primauté de l'être humain dans le monde que nous partageons.
- Donner à nos étudiants la préparation requise pour comprendre cette réalité et travailler à sa transformation.
- Résister sans cesse à la société de consommation et à son idéologie du bonheur fondée sur l'acquisition sans limites de satisfactions matérielles.
- Communiquer et divulguer par tous les moyens les résultats de l'analyse sur le néolibéralisme, les valeurs qui doivent être préservées et citer les formules de rechange possibles.
- Proposer des solutions viables dans les espaces où se prennent les décisions globales et macro-économiques.

24. À partir de la spiritualité de saint Ignace de Loyola engagée dans la transformation du coeur humain, nous travaillerons dans un monde où tout demande un prix, à renforcer la valeur de la gratuité; pour stimuler le sens de la vie austère et la beauté simple; pour favoriser le silence intérieur et la recherche spirituelle et revigorer la liberté responsable qui incorpore résolument la pratique de la solidarité.

25. Pour rendre crédible notre engagement, pour montrer notre solidarité avec les exclus du continent et pour faire preuve que nous prenons nos distances par rapport à la consommation, nous pratiquerons non seulement l'austérité personnelle, mais aussi nous ferons en sorte que nos oeuvres et institutions évitent toute ostentation et utilisent des moyens en harmonie avec notre pauvreté. Dans leurs investissements et leur consommation, nos oeuvres et institutions ne devront pas s'appuyer sur des entreprises qui violent les droits de l'homme et blessent les écosystèmes. Nous désirons par là réaffirmer l'option radicale de foi qui nous a menés à répondre à l'appel de Dieu à suivre Jésus dans la pauvreté, afin d'être plus efficaces et plus libres dans la recherche de la justice.

26. Nous chercherons avec beaucoup d'autres une communauté de solidarité nationale et latino-américaine dans lesquelles la technologie et les marchés soient au service de toutes les personnes de nos peuples; dans lesquelles l'engagement avec les pauvres mette en évidence que le travail pour le bien-être de tous les hommes et de toutes les femmes sans exception sera notre contribution, modeste et sérieuse, à la plus grande gloire de Dieu dans l'histoire et dans la création.

Nous espérons que ces réflexions stimuleront les efforts d'amélioration de notre service aux peuples latino-américains. Nous demandons à notre Dame de Guadeloupe, patronne de l'Amérique latine, de bénir nos peuples et d'intercéder auprès de Dieu pour que nous obtenions des grâces abondantes en vue de réaliser notre mission.

Mexique, le 14 novembre 1996.

Fête de S. Joseph Pignatelli

Ferdinand Azevedo (Brésil septentrional); Carlos Cardó (Pérou); José Adán Cuadra (Amérique centrale); Benjamín González Buelta (République dominicaine); Juan Díaz Martínez (Chili); Mariano García Díaz (Paraguay); Ignacio García-Mata (Argentine); José Adolfo González (Colombie); Mario López Barrio (Mexique); Jorge Machín (Cuba); Allan Mendoza (Équateur); Emilio M. Moreira (Bahia); Fernando Picó (Puerto Rico); Armando Raffo (Uruguay); Marcos Recolons (Bolivie); João Claudio Rhoden (Brésil méridional); Francisco Ivern Simó (Brésil central); Arturo Sosa A. (Venezuela).

CONTRIBUTIONS à une RÉFLEXION COMMUNE

Document de travail

Le présent document, qui accompagne la lettre sur le néolibéralisme en Amérique latine, apporte **une aide pour l'étude, le discernement et la recherche communautaire de lignes d'action**. Ce n'est pas une analyse scientifique d'un problème si complexe. On doit le lire comme la présentation d'éléments pour **le dialogue** sur un sujet étudié, sous divers angles, comme **une invitation** à tenter d'autres approches dans la recherche plus exhaustive et une manière d'agir comme corps avec nos compagnons jésuites, avec les laïcs et collègues, hommes et femmes, avec ceux auxquels nous unit la cause de la justice.

Le texte présente certains éléments conceptuels du néolibéralisme et de la perception de l'homme qui s'y rattache. Il montre, ensuite, les effets du néolibéralisme sur les pauvres et le bien commun de la société. Il conclut en suggérant quelques lignes d'étude et d'action.

1. De notre point de vue

Nous, disciples du Seigneur Jésus pauvre, ne sommes ni meilleurs, ni pires que le peuple latino-américain et ses dirigeants. Néanmoins, nous avons été appelés à contribuer, dans l'Église, à ce que **Dieu puisse se manifester** dans le coeur des hommes et des femmes, dans les cultures et les processus de ce peuple.

Consacrés au service de percevoir les signes qui parlent de Dieu dans la réalisation de l'être humain total ou le taisent dans les personnes humaines exclues par autrui, nous avons appris dans le discernement que, **lorsque les personnes laissent Dieu se manifester en elles**, apparaissent dans les communautés l'amour miséricordieux, la solidarité, le pardon, la justice et la liberté.

De ce point de vue nous avons contemplé le déroulement des événements dans nos peuples, ces dernières années. Nous voyons que, dans la décennie des années 80, le processus d'ajustement nécessaire pour réorganiser les économies, résoudre le déficit fiscal et celui de la balance des paiements, payer la dette et récupérer l'accroissement, **a frappé terriblement les majorités populaires** de tous nos pays.

Ensuite, dans les années 90, lorsque l'ajustement et l'ouverture ont mûri, on espérait que les temps difficiles prendraient fin. Mais nous avons vu qu'il n'en a pas été ainsi, même si effectivement il s'est produit un accroissement économique modéré. On a, dans les secteurs populaires et pauvres, une impression très généralisée d'avoir **perdu la qualité de vie** et il existe des preuves frappantes de détérioration dans la distribution des entrées d'argent. Les protestations augmentent chez les habitants et en certains endroits a commencé à se manifester avec force la lutte armée, comme une invitation à un changement profond de la situation. L'inégalité, la misère et la corruption, qui sont les trois grands motifs du mécontentement général, sont présentes et sous de nombreux aspects se sont aggravées.

Elles sont là, dans la pauvreté de 180 millions de nos frères et soeurs, et dans la misère de 80 millions. Nous savons que ce problème a une longue histoire de modèles de croissance économique inégale et de développement excluant, où, à côté de groupes très riches et d'une classe moyenne importante, des multitudes immenses sont privées d'une vie humaine digne. Mais nous voyons que dans les dernières années, cette situation est sous-tendue par **une manière de diriger l'économie appelée néolibéralisme**, qui en plus envahit la politique et la vie sociale tout entière.

2. Une approche conceptuelle du néolibéralisme

Le néolibéralisme, tel qu'on l'entend en Amérique latine, est une **conception radicale du capitalisme** qui tend à absolutiser le marché jusqu'à en faire le moyen, la méthode et la fin de tout comportement humain intelligent et rationnel. Selon cette conception, sont subordonnés au marché la vie des personnes, le comportement des sociétés et la politique des gouvernements. Ce marché absolu n'accepte aucune réglementation en aucun domaine. Il est libre, sans restrictions financières, ouvrières, technologiques ou administratives.

Cette manière de penser et d'agir **tend** à faire **un tout idéologique** de la théorie économique chez certains des économistes les plus brillants du capitalisme moderne, qui ont créé la pensée néo-classique.

Penseurs qui ne prétendirent pas réduire le comportement de l'homme et des sociétés aux éléments qu'ils proposèrent pour expliquer en partie les relations et la vie complexe des personnes et des communautés.

C'est pourquoi, le **néolibéralisme n'équivaut pas à l'économie** qui reconnaît l'importance du marché de tous les biens et services sans les absolutiser, **ni ne se confond avec la démocratie libérale**. S'opposer au néolibéralisme ne signifie pas être contre l'utilisation efficace des ressources dont dispose la société, ne signifie pas restreindre la liberté individuelle, ne signifie pas appuyer le socialisme d'État.

S'opposer au néolibéralisme signifie, bien plutôt, affirmer qu'il n'existe pas d'institutions absolues pour expliquer ou pour conduire l'histoire humaine; c'est affirmer que **l'homme et la femme sont irréductibles au marché**, à l'État ou à quelque autre pouvoir ou institution qui puisse s'imposer comme totalisante; cela signifie protéger la liberté humaine en affirmant que **seul Dieu est absolu** et que son commandement est l'amour qui s'exprime socialement dans la justice et la solidarité; et cela signifie dénoncer les idéologies totalitaires, parce que lorsque celles-ci se sont imposées, le résultat en a été l'injustice, l'exclusion et la violence.

3. Une contribution relative à la conception de l'être humain sous-jacente au néolibéralisme

La CG 34 nous invite à agir devant le fait que «l'injustice structurelle dans le monde est **enracinée dans les systèmes de valeurs promus par une culture moderne** puissante et dont l'influence devient universelle» (D.4, n.24). Cet impact parvient jusqu'à nos pays à travers la technologie et les systèmes financiers internationaux.

Cet **impact culturel**, en se radicalisant dans le néolibéralisme, tend à valoriser l'être humain uniquement par la capacité de créer des recettes et d'avoir accès aux marchés. Avec cette conception réductionniste il atteint les dirigeants de nos pays, traverse la classe moyenne et parvient jusqu'aux derniers retranchements des communautés populaires, indigènes et paysannes, détruisant la solidarité et déclenchant la violence.

Nous nous trouvons ainsi face à un **système de valeurs profond**, parce qu'il touche le cœur humain, et enveloppant, parce qu'il impose ses messages convaincants, qui traversent la vie sociale et institutionnelle de l'Amérique latine.

L'absolutisation du marché en arrive à s'installer même avec des connotations religieuses. En disant que le marché «est correct et juste», nous faisons de lui un élément qui légitime des activités discutables. Nous faisons qu'à **partir du marché** se définit le sens de la vie et de la réalisation humaine.

Ce système de valeurs se présente sous la forme de symboles ambigus dotés d'une grande capacité de séduction et, grâce à sa main mise sur les **moyens de communication de masse**, il affecte facilement les traditions locales, non préparées pour l'établissement d'un dialogue qui enrichisse toutes les parties et préserve l'identité et la liberté de profondes traditions humaines qui n'ont aucun pouvoir sur les marchés pour communiquer leurs messages.

Nous ne manquons pas de percevoir les **éléments positifs** du néolibéralisme dans la mobilisation internationale effectuée par les transformations technologiques qui ont permis de réduire les maladies, de faciliter les communications, d'augmenter le temps disponible pour les loisirs et la vie intérieure, de rendre plus confortable la vie dans les foyers. Mais aussi, nous voyons les aspects de ces processus qui diminuent l'homme et la femme, particulièrement dans le contexte de la radicalisation néolibérale,

parce que — qu'on le dise ou non — ils déclenchent la course à la possession et à la consommation, exacerbent l'individualisme et la compétence, amènent l'oubli de la communauté et produisent la destruction de l'intégrité de la création.

4. Les politiques néolibérales

Le néolibéralisme se manifeste dans ses politiques d'ajustement et d'ouverture qui, avec diverses connotations, s'appliquent dans les pays latino-américains. Ces politiques placent l'accroissement économique — et non l'épanouissement de tous les hommes et toutes les femmes en harmonie avec la création — comme **raison d'être de l'économie**. Elles restreignent l'intervention de l'État jusqu'à le dépouiller de la responsabilité de garantir les biens minimaux auxquels tout citoyen a droit pour sa personne. Elles éliminent les programmes généraux de création d'occasions pour tous et leur substituent des appuis occasionnels à des groupes déterminés. Elles privatisent les entreprises sous prétexte que l'administration privée est, en fin de compte, meilleure pour tous. Elles ouvrent sans restrictions les frontières aux marchandises, aux capitaux et aux afflux financiers et laissent sans protection suffisante les producteurs plus petits et faibles. Elles font silence sur le problème de la dette extérieure dont le paiement oblige à réduire de façon drastique l'investissement social. Elles subordonnent la complexité de la propriété publique à l'ajustement des variables macro-économiques: budget fiscal équilibré, réduction de l'inflation et balance stable des paiements, en prétendant que par ailleurs tout bien commun s'ensuit à longue échéance, et sans porter attention aux nouveaux problèmes de la population qui surgissent de ces ajustements et dont les politiques d'État doivent se préoccuper simultanément. Elles insistent sur le fait que ces ajustements produiront un accroissement qui, une fois volumineux, élèvera les niveaux d'entrée et résoudra par ricochet la situation des défavorisés. Pour encourager l'investissement privé, elles éliminent les obstacles que pourraient amener les législations qui protègent les ouvriers. Elles libèrent des impôts et des obligations envers le milieu ambiant les groupes puissants et les protègent en vue d'accélérer le processus d'industrialisation. Elles causent ainsi une concentration encore plus grande de la richesse et du pouvoir économique.

Ces moyens d'ajustement ont **apporté des éléments positifs**, comme la contribution des mécanismes de marché à l'élévation de l'offre de biens de meilleure qualité et de meilleur prix, la réduction de l'inflation sur tout le continent, libérer les gouvernements de tâches qui ne leur reviennent pas, afin de leur donner l'occasion de se dévouer, s'ils le désirent, au bien commun; la conscience généralisée d'une austérité fiscale qui porte à une meilleure utilisation des deniers publics; et le progrès des relations commerciales entre nos nations.

Ces éléments sont évidemment loin de compenser les immenses **déséquilibres et perturbations que cause le néolibéralisme** par rapport à la multiplication des masses urbaines qui sont sans travail ou subsistent grâce à des emplois instables et peu productifs; les faillites de milliers de petites et moyennes entreprises; la destruction et le déplacement forcé de populations indigènes et paysannes; l'expansion du trafic de la drogue installé dans des secteurs ruraux dont les produits traditionnels ne sont plus compétitifs; la disparition de la sécurité alimentaire; l'augmentation de la criminalité incitée souvent par la faim; la déstabilisation des économies nationales par les afflux libres de la spéculation internationale; les déséquilibres dans les communautés locales en raison de projets multinationaux qui font fi des habitants.

5. Problèmes de pauvreté structurelle que le néolibéralisme aggrave

Le néolibéralisme surgit à l'intérieur de la culture moderne, et, sans l'avouer explicitement, produit des effets structureaux qui **engendrent la pauvreté** et qui déjà ont agi bien longtemps avant l'essor du néolibéralisme, au cours de la décennie des années 80. Ces facteurs sont, entre autres, l'inégalité ou l'injustice dans la distribution des entrées d'argent et de la richesse, la précarité du capital social et l'inégalité ou l'exclusion dans les relations d'échange.

5.1. La mauvaise distribution de la richesse et des entrées d'argent

L'inégalité économique ou la disparité sociale empêche **presque la moitié des habitants de l'Amérique latine et des Caraïbes** de s'assurer les conditions matérielles indispensables pour vivre dans la dignité et de parvenir à l'exercice effectif de leurs droits.

En s'opposant, de nos jours, à l'intervention redistributive de l'État, le néolibéralisme perpétue et augmente l'inégalité socio-économique traditionnelle. Le néolibéralisme introduit le critère selon lequel seul le marché possède la vertu d'assigner efficacement les ressources et de déterminer pour les divers acteurs sociaux les niveaux d'entrées d'argent. On laisse tomber ainsi les efforts pour atteindre à la justice sociale qui demande une structure progressive des impôts et une assignation des dépenses publiques qui privilégient les plus défavorisés, en laissant de côté les tentatives de démocratisation de la propriété actionnaire ou de réforme agraire intégrale.

5.2. La précarité du capital social

On entend par capital social le cumul de la richesse humaine que détient une société, naturelle, de l'infrastructure et des institutions. Le capital social, c'est, par conséquent, la culture, le savoir, l'éducation, les ressources naturelles, les voies et les moyens de communication qu'une nation offre à ses habitants. Ce capital se constitue peu à peu, moyennant investissements privés et étatiques qui rehaussent les potentialités et la créativité de tous les hommes et de toutes les femmes d'un peuple. Le **capital social** se fonde surtout **sur la participation** de la société civile et de l'État sur la multiplication des chances.

À voir le capital social de nos pays, on trouve que **l'offre éducative** est peu abondante et de piètre qualité pour plus de la moitié des habitants de l'Amérique latine et des Caraïbes. L'investissement en science et en technologie est marginal dans la grande majorité des budgets. Les conditions de santé sont mauvaises. Il y a un manque immense d'infrastructure de moyens pour les zones d'économie rurale, et d'infrastructure pour la majorité des foyers pauvres urbains et ruraux. La destruction de la richesse naturelle progresse et, avec la mise en marche de processus de décentralisation administrative dans tous les pays, on constate une grande fragilité des institutions locales, particulièrement chez les peuples pauvres.

On pourrait dire que depuis toujours **les pauvres d'Amérique latine** ont vécu cette carence de capital social, mais cette carence s'est aggravée avec les politiques néolibérales, en raison du retrait de l'État en faveur de l'initiative privée, de la diminution des dépenses publiques, de l'abandon de l'appui au patrimoine naturel et culturel et aux organisations des gens.

5.3. Les marchés sans contrôle social

Le marché comme expression historique du besoin que nous éprouvons, nous les êtres humains, de nous appuyer les uns sur les autres afin de pouvoir nous assurer des possibilités de réalisation présente

et future, **n'est ni bon ni mauvais**, ni capitaliste ni socialiste. Il se présente à tous comme une relation à contrôler dans la liberté et la solidarité et avec habileté, pour assurer une existence agréable à tout le monde. Comme toute espèce de relation, le marché peut être utilisé de façon perverse pour détruire les personnes et les peuples. Mais le fait que semblable perversion puisse exister ne peut nous mener à oublier le patrimoine de savoir et de culture qui autour du marché a formé l'humanité dans son histoire. Le défi ne consiste pas à détruire la relation d'échange, mais à la mettre **au service** de la réalisation **de l'être humain** en harmonie avec la création; de la placer au sein d'un marché de conditions d'égalité des chances fondamentales pour toutes les personnes; et de lui conférer une certaine dignité en la libérant des forces de domination et d'exploitation qui en sont venues à la déformer dans le mode de production qui s'est généralisé en Occident¹.

Avec la venue du néolibéralisme se sont accentués les déséquilibres que produit dans la société le comportement du marché, qui n'est pas contrôlé par la société civile et l'État². En fait, en se désintéressant de la production du capital social, le marché demeure au service des plus instruits, de ceux qui possèdent l'infrastructure et mettent les institutions à leur service, et de ceux qui détiennent toute l'information. En établissant le dérèglement ouvrier et financier, le marché déplace facilement la valeur produite vers les noyaux d'accumulation nationale et internationale. Et dans des processus comme la *maquila* ou l'économie informelle, on n'a pas permis au peuple de participer à la richesse qu'elle engendre. De fait, **il n'y a eu aucun processus d'incorporation des pauvres**, des secteurs populaires et des classes moyennes dans les relations économiques de façon croissante, avec possibilités de retenir la valeur accumulée par elles et de vaincre la pauvreté.

Le marché du travail est un **élément central** de l'intégration de l'économie mondiale. Dans la concurrence néolibérale actuelle, les investissements cherchent une main d'oeuvre bon marché pour s'étendre internationalement. De la sorte, les prix de production baissent, ce qui porte préjudice aux ouvriers latino-américains, qui sont mal payés, et aux ouvriers du Nord par la création du chômage, parce que les usines se transportent au Sud. D'autre part, systématiquement on empêche les travailleurs des pays pauvres d'accéder aux pays plus riches.

Les capitaux qu'on appelle flottants, dans un marché financier sans restrictions, se meuvent sans autre dessein que de profiter des avantages des systèmes bancaires et monétaires et peuvent déstabiliser complètement un pays donné, produisant des effets dévastateurs même sur les économies plus fortes de l'Amérique latine.

Les **effets du marché sans contrôle social** se sont révélés particulièrement graves pour les habitants ruraux, chez lesquels on a durement senti le coup de l'ouverture, issue de la production, à des millions de paysans. Et où le manque de capital social est beaucoup plus profond.

Par conséquent, quand on considère **la région dans son ensemble**, on découvre que les politiques néolibérales aggravent les problèmes structureaux qui sont à la base de la pauvreté: la distribution de la

¹ *Sollicitudo Rei Socialis*, n.28.

² En conséquence de ces marchés, 20% des habitants de la planète se partagent 82,7% du revenu mondial, tandis que 60% des habitants détiennent 5,6% du revenu mondial. Les inégalités et restrictions des marchés internationaux et la condition des alliés inégaux entraînent un manque à gagner de 500 milliards de dollars par an pour les pays en développement, soit dix fois plus que le montant de l'aide extérieure qu'ils reçoivent. Dans le marché financier, les 20% les plus pauvres de la population mondiale participent à seulement 0,2% des prêts internationaux de la banque commerciale. Le Nord, où se trouve à peu près un quart de la population mondiale, consomme 70% de l'énergie mondiale, 75% des métaux, 86% du bois et 60% des aliments. Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), *Rapport mondial sur le développement humain* 1992.

richesse, le capital social et les distorsions sociales engendrées par le marché, quand il fonctionne sans contrôle social.

5.4 Le néolibéralisme et la crise sociale générale

Il est très important de réfléchir sur les relations entre le néolibéralisme et la crise générale de nos sociétés, parce que nous percevons que, à côté de la persistance de la pauvreté et l'accroissement de l'inégalité, les anciens problèmes de nos sociétés, issus de racines pré-modernes et modernes, acquièrent une force nouvelle. Nous sommes dangereusement incités par **une culture qui radicalise l'ambition** de posséder, d'accumuler et de consommer et qui remplace la réalisation de toutes les personnes en communautés participantes et solidaires par le succès individuel dans les marchés.

En fait, sur tout le continent on perçoit **une rupture générale des sociétés** qui a de multiples causes et se manifeste dans l'instabilité des familles, les formes de violence multiples et croissantes, la discrimination contre la femme, la destruction du milieu ambiant, la manipulation des individus par les moyens de communication, le harcèlement du paysan et des communautés indigènes, le nombre croissant des villes inhospitalières, la perte de la légitimité des partis politiques, la corruption des dirigeants, la privatisation de l'État par des groupes au pouvoir économique, la perte du caractère gouvernable de l'appareil étatique, la pénétration de biens de consommation aliénants comme la drogue et la pornographie, la complexité des processus de sécularisation et de recherches spirituelles qui laissent de côté l'engagement communautaire et la pratique de la solidarité.

Le **néolibéralisme exacerbe cette crise** en amenant la disparition du bien commun comme objectif central de la politique et de l'économie. Le bien commun est remplacé par la recherche d'un équilibre des forces du marché. À l'opposé de la pensée sociale de l'Église, qui considère qu'il doit y avoir une intervention de l'État dans la mesure où le bien commun le requiert, le néolibéralisme établit de façon concise que le mieux est d'avoir moins d'intervention de l'État, d'en avoir dans la mesure où c'est nécessaire pour le bon fonctionnement macro-économique et pour l'impulsion à donner aux entreprises privées.

Dans ce contexte, disparaît de l'horizon **la préoccupation de la qualité de vie générale** de la population d'aujourd'hui et de demain, qui autrefois s'exprimait dans ce qu'on appelait l'État providence. Avec la disparition de l'objectif du bien commun, disparaît le sens du foyer commun ou public.

Alors, on n'aura pas besoin de se préoccuper de **la famille**, noyau et cellule d'un bien commun qui dorénavant n'importe pas. La femme devient tout simplement une force de travail meilleur marché. La nature se transforme en une source d'enrichissement rapide pour les générations actuelles, le paysan est un citoyen inefficace, qui doit émigrer.

Dans cette perspective où **le public** tend à disparaître, les partis politiques, en tant que proposition de construction d'une société et d'une nation, perdent leur raison d'être. La compétence politique et administrative se réduit à démontrer que le candidat ou le président est le plus doué pour créer les conditions exigées pour le jeu ouvert et libre des marchés, les uns et les autres subordonnés à des programmes d'ajustement et d'ouverture, imposés par les besoins internationaux des marchés.

Il ne faut pas s'étonner que, dans semblable contexte où **la communauté** ne compte pour rien et le bien commun est inutile, la violence soit en croissance, la production et la consommation de drogues fleurissent et que se renforcent les éléments les plus contraires à la réalisation humaine contenus dans la

culture actuelle, tandis que sont laissés de côté les apports les plus valables de la modernité et de la post-modernité.

6. Les tâches que nous devons entreprendre

Face à cette réalité, contraire au plan initial du Créateur, surgit une exigence de la foi, pour **que Dieu puisse être Dieu parmi nous**. Elle nous convie à résister à des dynamiques qui détruisent nos frères et soeurs et à travailler avec beaucoup d'autres à un changement, pour contribuer à construire une société plus proche du Règne de solidarité et de fraternité de l'Évangile.

Nous devons être prêts à assumer les coûts que nous devrions payer pour cela: il n'y a pas de formule de rechange. C'est notre loyauté envers le Seigneur Jésus qui est en jeu. C'est pour l'établissement des conditions de possibilité de la **coexistence fraternelle** que les martyrs jésuites de divers points d'Amérique latine ont engagé leur vie.

Ce à quoi nous aspirons, c'est de contribuer à **l'édification d'une société** dans laquelle toutes les personnes, sans exception, puissent jouir des biens et services auxquels elles ont droit pour avoir été appelées à partager cette voie commune jusqu'au Père. Une société juste, dans laquelle personne ne soit exclu, qui soit sensible aux faibles, aux marginalisés, à ceux qui ont souffert les impacts de processus socio-économiques qui ne mettent pas l'être humain à la première place. Une société démocratique, édifiée dans la participation, équitable dans les relations entre les sexes. Une société dans laquelle on puisse vivre en famille et regarder l'avenir avec espoir, partager la nature et léguer ses merveilles aux générations qui nous suivront. Une société attentive aux traditions culturelles qui ont donné leur identité propre à nos peuples.

6.1 L'étude sur le néolibéralisme

La première tâche qui nous revient est celle de **comprendre à fond le néolibéralisme** et les dynamiques sociales qui y sont rattachées et arriver à découvrir sa rationalité et ses conditions éthiques.

Pour cela, nous proposons d'entreprendre un **processus de réflexion et d'action coordonnée** qui rassemble les contributions intellectuelles et les expériences des diverses Provinces, les ordonne de façon utile et les mette au service d'une action plus fructueuse, pour un bien plus universel, à l'intérieur de l'Initiative de l'apostolat social de la Compagnie de Jésus³.

Ce processus commence par établir sérieusement dans les communautés et les oeuvres **les questions pertinentes**: Qu'est-ce que le néolibéralisme et comment allons-nous le connaître en profondeur? Quelles sont ses racines anthropologiques, philosophiques, économiques, historiques? Quelle éthique est implicite dans ses positions et qu'est-ce que la théologie a à dire là-dessus? Comment doit-il se situer face à notre spiritualité ignatienne? Comment discerner ses effets sur les personnes, les institutions, les communautés? Comment parvenir au coeur de cette culture dans le dialogue avec la modernité, la mondialisation et la technologie? Comment préparer les jésuites, et particulièrement les jeunes, à pratiquer le discernement de cette réalité? Comment travailler avec beaucoup d'autres dans nos oeuvres, avec les institutions de la société civile, avec les églises et les mouvements religieux et avec les gouvernements pour travailler efficacement où se joue le sens des hommes et des femmes de notre continent? Comment dialoguer avec ceux qui prennent les décisions techniques et politiques à effets dévastateurs chez les pauvres? Comment éduquer nos élèves pour qu'ils soient capables de travailler à

³ *Promotio Iustitiae* 64 (juin 1996).

l'édification d'un monde distinct? Comment aborder l'obsession de la consommation dans les moyens de communication et sauver l'humain, l'esthétique, la jouissance gratuite de la nature, la richesse de l'esprit et la satisfaction de l'exercice de la solidarité?

Cette tâche d'investigation interdisciplinaire, il nous faut l'accomplir en collaboration avec les laïcs et avec d'autres, chrétiens et non chrétiens, dans **un réseau apostolique** qui comprenne nos universités et nos centres de recherche, dans l'action sociale et en beaucoup d'autres institutions engagées sur le plan international pour la cause de la justice et de la vie (CG 34, D.3, n.23).

La connaissance des **dimensions anthropologiques** qui sous-tendent le courant néolibéral et ses conséquences doit faire partie de la culture de tout jésuite. D'où, l'importance de la formation en sciences sociales, en économie, en politique, en éthique publique..., pour tous, afin de pouvoir assumer avec clarté les défis que la situation nous lance actuellement et pour les temps à venir.

En progressant dans la connaissance de ces réalités complexes, nous devons recourir au discernement ignatien et parvenir aux Exercices, à l'accompagnement spirituel et à la prédication des exigences de l'Esprit.

Nous devons transmettre à nos élèves de collège et d'université la compréhension de la situation et la diffuser de façon pédagogique par les moyens de communication.

6.2 Vaincre l'exclusion

Nous avons une **tâche pédagogique immense**: dans un contexte où s'estompe l'horizon du bien commun et où chacun est à la recherche de son propre profit dans le marché, l'exclusion sociale s'approfondit⁴. Il faut entreprendre un effort éducatif formel et informel pour transformer les institutions, les entreprises, les projets exclusifs, les politiques de l'exclusion, et aussi les hommes et les femmes qui sont agents d'exclusion, souvent sans en avoir conscience. Il nous faut commencer par nous examiner nous-mêmes, examiner nos préférences et les groupes que nous fréquentons. Nous aussi, pouvons faire partie de la dynamique de l'exclusion. Et il faut aussi patronner des échanges chez les exclus, car eux-mêmes, à leur tour, sont souvent la contrepartie du type de société nationale et internationale que nous avons créée.

Le défi consiste à partir de ceux qui ont été exclus et de là, **à côté des pauvres et en cheminement avec eux**, proposer à tous la plus inclusive et la plus incluante des sociétés possibles et viables. C'est pourquoi cette tâche appelle à une transformation structurale de nos sociétés qui va au-delà de la résistance aux éléments perturbateurs du néolibéralisme. Il ne s'agit pas d'inclure les exclus en des systèmes qui sont des appareils à engendrer l'exclusion: il s'agit d'un travail lent et patient destiné à créer la société solidaire qui n'existe pas.

6.3 Dépasser la culture de la pauvreté

Par cette expression on ne renvoie pas à la culture des pauvres, avec **ses valeurs et ses ambiguïtés**: on veut dire une manière dont la société entière doit se comporter dans le milieu national et continental; une société qui, chez ses cadres directeurs, dans ses institutions sociales, politiques, éducatives et religieuses et dans ses couches populaires s'est accoutumée à vivre avec la pauvreté comme avec quelque

⁴ «En de nombreuses régions du monde, même dans les pays les plus développés, des forces économiques et sociales font que des millions d'hommes sont **exclus** des bienfaits de la société» (CG 34, D.3, n.15).

chose de normal. Il existe bel et bien des moyens de dépasser cette situation, mais on n'a pas intérêt à les mettre en pratique.

On peut dire que cette culture de la pauvreté existe depuis déjà plusieurs décennies en Amérique latine, mais avec la propagation du néolibéralisme dans tous nos pays, cette manière de vivre et de sentir les choses trouve une **justification perverse**. En effet, pour le néolibéralisme l'existence de millions de pauvres et de miséreux en Amérique latine ne fait aucunement scandale: ces personnes n'ont rien à réclamer, puisque aussi bien elles n'ont aucune valeur pour le marché. Et l'économie ne va pas les sortir de la pauvreté, à moins de leur faire produire plus, vendre plus et gagner plus.

6.4 Recherche des modèles économiques alternatifs et viables

L'une des responsabilités les plus urgentes est de passer de l'analyse critique **aux propositions**. Pour cela, il nous faut présenter des modèles autres et viables pour un développement humain et durable, orienté vers le bien commun, qui garantisse la réalisation de tous nos frères et soeurs, actuels et futurs, en harmonie avec la nature.

En termes plus généraux, voici quelques-uns des thèmes qui doivent être soumis à l'étude:

- Les biens auxquels tous ont droit

Notre attention doit se porter avant tout sur un effort à faire pour que l'État et la société **assurent tous les biens auxquels les personnes ont droit** pour être telles, fils et filles de Dieu. Les biens qui doivent être garantis comme droits fondamentaux des citoyens, indépendamment du fait que les familles soient ou non en mesure d'acheter ces éléments indispensables dans les marchés. Ces biens sont la santé, l'éducation, la sécurité, le foyer et l'habitation. Ce sont réellement des biens publics. Nous ne recherchons pas la société du bien-être vouée à satisfaire les exigences insatiables de citoyens consommateurs: nous voulons une société juste, où chaque personne jouisse de l'essentiel pour pouvoir vivre dans la dignité.

- Les ressources naturelles

Le développement durable exige la sécurité de l'environnement et l'équité entre les hommes et les femmes actuels et ceux qui viendront à l'avenir. Il est indispensable de présenter un modèle alternatif pour que l'économie accorde aux ressources naturelles un **traitement distinct de celui qui s'impose aujourd'hui** dans le néolibéralisme, lequel ne s'occupe pas des coûts et bénéfices écologiques et sociaux à longue échéance. Nous avons la responsabilité énorme de trouver des voies nouvelles qui garantissent la qualité de vie de tout le monde, selon des modèles de consommation et d'extraction différents de ceux du Nord et des élites riches de nos sociétés, qui détruisent le milieu ambiant et s'approprient les biens de la terre, au point que chez eux, qui représentent 20 % de la population de la planète, se consomment 80 % des ressources de la Terre.

- L'égalité des sexes

Ces dernières années, avec la diminution des revenus des salariés et l'augmentation du chômage, les familles se sont vues obligées de participer fréquemment avec différents membres à l'économie informelle. Dans ces conditions de marché de travail informel, la femme de classe moyenne et des secteurs populaires se voit obligée d'avoir chaque jour l'équivalent de trois journées de travail: elle travaille pour contribuer au revenu familial, elle porte le poids du travail domestique et elle élève les

enfants. La femme est, de plus, utilisée comme objet de publicité et article de commerce. En semblable contexte, il faut se rappeler les réflexions de la 34^e congrégation générale qui nous parlent d'«une discrimination systématique contre la femme» et nous propose de contribuer à cette tâche, qui «est au coeur de toute mission contemporaine qui cherche aujourd'hui à intégrer la foi et la justice» (D.14, n.3,1).

Dans la situation latino-américaine, prend tout son sens l'expression de la congrégation: «Il y a une «féminisation de la pauvreté» et un «visage féminin de l'oppression» (n.4). Il est indispensable de saisir ici l'appel qui nous est fait d'entrer **en solidarité avec la femme en manière concrète**: particulièrement en écoutant la femme, en enseignant explicitement l'égalité essentielle entre l'homme et la femme, en appuyant les mouvements de libération qui s'opposent à l'exploitation de la femme, et rendant celle-ci présente dans les activités de la Compagnie.

- La politique rurale

L'ouverture néolibérale a fait des **ravages chez les paysans de tout le continent**. Les agriculteurs petits et moyens représentent la majorité des producteurs agricoles de presque tous nos pays. Entreprendre un processus distinct mène à patronner un ensemble complexe de moyens qui impliquent, entre autres choses, la participation des paysans aux processus de modernisation des structures productives; l'examen de leurs systèmes particuliers; l'accès aux technologies nouvelles et à l'assistance technique; le rattachement au marché national et international sans négliger l'autoconsommation; le souci des conditions et besoins particuliers des divers produits et des diverses localités; le crédit pour l'agriculture et l'élevage; la possession de la terre, sa distribution et attribution; la déconcentration des canaux de distribution et de l'information sur les marchés, le crédit, la construction des routes, l'énergie rurale et les services publics de santé et d'éducation. Tout cela, encadré dans un horizon d'agriculture durable et de sécurité alimentaire.

- La politique industrielle

Dans le cadre économique néolibéral, le développement a pour moteur l'industrie exportatrice, mais, même si celle-ci a connu un accroissement, elle n'est pas le moteur du reste de l'économie, car elle n'est pas suffisamment reliée aux autres secteurs et dépend hautement des importations. Il faut **trouver des voies** pour une production manufacturière et agro-industrielle diversifiée, qui appuie la moyenne et la petite entreprise et non seulement la grande, qui satisfasse les besoins fondamentaux de la population, fortifie l'acquis technique de la société, promeuve l'équité et la croissance durable.

- La politique ouvrière

Les dynamiques économiques en vigueur tendent à être en compétitivité internationalement en abaissant les coûts du travail et payant de mauvais salaires. Il faut **inciter à des stratégies justes** qui portent à une insertion compétitive dans les marchés fondée sur la qualification des personnes et l'expansion de leur créativité, de même qu'une transformation de la conception de l'entreprise en une communauté de travail véritable⁵. Et il faut se situer sur un horizon de dépassement du chômage et du sous-emploi⁶.

⁵ *Centesimus Annus* n.32.

⁶ *Sollicitudo Rei Socialis* n.18.

- La dette extérieure

Le Souverain Pontife nous invite à célébrer, dans l'esprit du livre du Lévitique, **le Jubilé de l'an 2 000** un temps opportun pour penser à «une notable réduction, sinon à une remise totale, de la dette internationale»⁷. Il ne faut pas perdre de vue que la dette extérieure limite sérieusement le potentiel de développement équitable et durable depuis le Mexique jusqu'au Chili. Nous ne pouvons laisser de côté ce thème de la justice internationale, qui affecte la vie quotidienne des majorités populaires et ne laisse pas de préoccuper l'Église. D'où, la nécessité de contribuer à présenter des propositions au fondement solide, afin que la société et les gouvernements de l'Amérique latine et des Caraïbes puissent se situer dans une négociation où l'on remette une portion importante de la dette, particulièrement celle qui est issue de la montée abrupte des taux d'intérêts. Et que la partie de la dette qui ne peut être remise puisse être examinée, pour assurer que son paiement ne porte pas préjudice aux dépenses sociales. Il est indispensable d'aider à apporter des modèles alternatifs d'économie, afin que tous nos peuples abordent ensemble ce problème commun, en se fondant sur des investigations d'ensemble et sur une conscience généralisée de la dimension du problème et de ses répercussions sur la vie quotidienne des pauvres.

- Avec la Banque mondiale et le Fonds monétaire international

Le défi consiste à **faire progresser le dialogue** et l'étude de propositions rigoureuses que nos compagnons jésuites de tout le continent ont fait avancer à partir de l'initiative prise par le *Center of Concern* de Washington.

Face à l'économie nord-américaine, nous devrions aider à fournir des contributions à un dialogue autour des décisions qui affectent le plus l'Amérique latine: système financier, institutions, entreprises multinationales. Avec une attention particulière on doit étudier dans nos universités et centres sociaux le secteur financier privé; ce secteur mobilise des milliards de dollars qui concentrent le crédit dans les pays riches et produisent des effets déstabilisateurs dans les principales économies latino-américaines.

6.5 Dépasser la crise de la société

Comme on l'a vu plus haut, la crise de nos sociétés a une **origine historique et beaucoup de causes**, et elle est accrue aujourd'hui par le néolibéralisme. Pour la même raison nous ne pouvons négliger d'aborder les aspects fondamentaux du bien commun, quand nous tentons de proposer des modèles autres pour l'économie politique néolibérale.

- L'édification de la société civile

«L'Église, dont nous partageons la mission, existe non pour elle-même, mais **pour l'humanité**» (CG 34, D.2, n.3). En affirmant ses racines chrétiennes et respectant l'autonomie des réalités terrestres, nos communautés de solidarité doivent se mettre au service de la collectivité des citoyens, de l'édification de l'espace du public. Cette urgence est d'autant plus grande que plus grande est la pression, dans nos pays, vers le silence et la disparition des responsabilités civiles pour la solidarité et le bien commun (CG 34, D.3, n.7).

- La valorisation de la vocation politique

⁷ *Tertio Millennio Adveniente* n.51.

Pour surmonter la crise de gouvernabilité et conférer une dignité au service public, de même que pour soumettre la politique économique et les marchés au contrôle social qui protège le bien commun, nous devons **contribuer à la formation d'hommes et de femmes à vocation politique**. Pour que ceux-ci ou celles-ci s'engagent dans la construction d'États garants de la dignité de tous les citoyens et citoyennes et soucieux des pauvres.

- La transformation de l'État

Il nous faut contribuer à une **étude interdisciplinaire** qui fasse la lumière sur l'État comme agent important dans un modèle alternatif du développement, durable, équitable; dans lequel l'être humain soit le centre; qui présente des formules de remplacement pour le concept néolibéral qui demande que l'État se réduise au minimum. Les exemples de développement qui ont du succès de nos jours font voir une action de l'État effective et efficace pour donner priorité à des objectifs et des coûts, imposer des restrictions et distribuer des pertes, avec un rôle important de l'État dans des projets stratégiques et la distribution adéquate des biens auxquels tous ont droit.

- L'élaboration d'une éthique publique

Prenant en compte que le néolibéralisme subordonne le comportement moral au marché et produit des effets destructeurs de la communauté, nous devons contribuer, à partir de l'imitation du Seigneur Jésus, qui est en fin de compte notre loi morale, à l'établissement d'**une éthique publique ou civile**, tâche dans laquelle nous sommes de simples citoyens, avec les autres, croyants et non croyants, responsables d'établir les valeurs morales répondant à une réalité soumise à de profonds changements, valeurs sans lesquelles nos sociétés ne peuvent survivre et assurer la réalisation de tous. Dans cet effort nous serons pédagogues, comme beaucoup d'autres, de la vie, de la recherche de la vérité, de la justice, des droits humains, de la lutte contre la corruption, de la paix et de la protection de l'intégrité de la création.

Cette tâche éthique présente pour nous, jésuites, **une dimension plus profonde**. À savoir, rechercher des stratégies apostoliques pour que notre dialogue sur les politiques du système économique porte la sensibilité évangélique jusqu'au fond de l'expérience culturelle, où nous trouvons ou repoussons Dieu, construisons ou détruisons le sens de l'être humain et de la nature, cédon ou non le pas au Règne. C'est là le lieu du discernement profond, où nous devons nous situer avec lucidité, connaissance et liberté et d'où nous collaborons avec d'autres à l'édification de relations sociales nouvelles dans la transparence, la justice et la solidarité.

Comme tâche particulière, il est indispensable que, dans une attitude ignatienne de recherche du bien le plus universel, nous arrivions à **toucher la conscience des directeurs** qui prennent les décisions économiques et financières, afin que leurs déterminations techniques aient des effets positifs sur la **transformation de la culture de la pauvreté** et de la mort en une culture de **vie partagée**.

6.6 Une perspective latino-américaine

Au cours des présentes réflexions, il est important de considérer la totalité de l'Amérique latine et des Caraïbes. Ce territoire, qui présente des **racines culturelles et spirituelles communes**, a été perçu comme une mosaïque de nations aux destins distincts. Continuer de regarder les choses de cette manière n'est pas possible: cela équivaldrait à nous accrocher à un passé révolu.

Nous ne savons pas encore ce que signifie cette **unité latino-américaine**; mais le processus accéléré qui conduit à cette connaissance est vigoureux et irréversible.

Il est très difficile d'avancer dans cette direction, si nous perdons de vue la dimension internationale (CG 34, D.3, n.23). D'où, l'importance d'approfondir le **dialogue** et les **tâches communes** entre compagnons jésuites, entre jésuites et laïcs avec qui nous travaillons et entre nos institutions.

Semblable vision doit nous mener à une **solidarité continentale**. Une solidarité lucide, qui nous permette de dialoguer avec nos compagnons d'Amérique du Nord, pour entreprendre des études et des recherches communes, afin de présenter des formules de remplacement aux problèmes comme ceux des entreprises multinationales qui sont en concurrence avec une base de salaires bas dans nos pays et portent préjudice aux ouvriers des deux parties du continent. Il nous faut nous unir, alors que la misère encourage la migration des latinos vers les États-Unis et le Canada; alors que le Nord vend des armes à nos pays pour multiplier les violences fratricides; et la guerre devient un motif de plus pour des déplacements vers d'autres frontières; alors que les sommes des caisses de pension des travailleurs des États-Unis se transforment en marchés financiers volatiles en Amérique latine; alors qu'aux États-Unis, aussi, et au Canada la solidarité sociale diminue et la pauvreté augmente; alors que mettre un frein à l'expansion de la cocaïne et de l'héroïne ne sera possible que si l'on travaille simultanément à diminuer la demande du Nord et l'offre du Sud.

Les problèmes ont des connotations différentes et des intérêts distincts selon les diverses parties du continent. Le moment est venu pour nous, jésuites latino-américains, de pouvoir dans l'union partager avec nos frères jésuites du Nord, afin d'assumer ensemble des recherches communes dans toute leur complexité, pour le bien de la communauté humaine du continent au service de qui nous sommes dans l'Église.

7. CONCLUSION

Nous désirons assumer avec sérieux la **promotion de la justice** qui surgit de notre foi et la rend plus profonde selon les besoins changeants de nos peuples et nos cultures et selon les particularités du moment historique de notre continent (CG 34, D.3, n.5). Toujours les hommes et les femmes seront menacés par la convoitise de la richesse, par l'ambition du pouvoir et par la recherche insatiable de satisfactions des sens. Aujourd'hui, cette menace se concrétise dans le néolibéralisme; demain elle trouvera d'autres expressions idéologiques et se feront jour d'autres idoles. Nous avons été appelés dans l'Église à contribuer à libérer nos frères et soeurs du désordre humain et nous en resterons là, dans cette tâche au service de tous, nous situant à côté de nos amis les pauvres, parce que c'est de là qu'a ainsi agi Notre Ami, le Seigneur Jésus (CG 34, D.2, n.9).

Nous voulons conserver le meilleur de l'héritage de deux décennies durant lesquelles nous avons «joué notre sort avec celui des pauvres»⁸. C'est pourquoi, nous désirons multiplier «les **communautés de solidarité** tant au niveau populaire et non gouvernemental que politique» (CG 34, D.3, n.10). En vue de renforcer le travail pour les droits humains et l'accompagnement des secteurs traditionnellement exclus: les indigènes, les paysans, les habitants des secteurs populaires des grandes villes, les personnes déplacées et les réfugiés, les femmes, les personnes âgées, les victimes de la drogue et du SIDA et les enfants abandonnés.

Nous invitons toutes nos provinces à mettre sur pied un processus d'étude et de discernement sur le néolibéralisme, la pauvreté et la rupture de nos sociétés, à entreprendre dans tous nos apostolats des

⁸ Seminario César Jerez, *Los Neoliberales y los Pobres*.

tâches destinées à faire face à cette réalité. Nous pensons que les communautés de solidarité peuvent se révéler l'instrument privilégié de semblable entreprise.

Après une période raisonnable, chacune de nos Provinces présentera le résultat de cet effort spirituel, intellectuel et pratique. Ces résultats seront étudiés et analysés par les Supérieurs Provinciaux avec l'aide des coordonnateurs sociaux, afin d'unir les efforts dans une perspective continentale.

La totalité de cette entreprise sera poursuivie en coordination avec l'Initiative de l'apostolat social de toute la Compagnie.

Mexique, le 14 novembre 1996

+ + + + +

FOI et JUSTICE dans la FORMATION en AFRIQUE et à MADAGASCAR

Peter Henriot, SJ.

La formation est en fonction de la mission. La clarté à propos de la mission — assurée par la réflexion sur l'approfondissement et l'expansion de notre intelligence de la foi et de la justice et par la constatation du contexte de notre travail ici, en Afrique et à Madagascar — devrait mener à la clarté à propos de la formation à donner aux jeunes jésuites. La formation est la grande question ici, spécifiquement la relation de foi et justice à la formation. J'aimerais attirer l'attention sur certains champs de priorité pour la politique de formation dans l'Assistance.

Les coordonnateurs de foi et justice, réunis à Nairobi en février, ont eu l'impression que la mission de foi et justice ne semble pas, dans les faits, occuper une position centrale dans le processus de la formation. Pourquoi avons-nous eu cette impression? Des conversations avec les jeunes jésuites ont montré un manque d'information sur le sujet ou d'intérêt. Notre examen du curriculum du processus de formation ne nous fit pas découvrir que l'on accordait une place centrale à la mission. L'examen du style de vie, des activités pastorales et des occasions de travail et d'études n'a pas révélé une grande priorité accordée à la solidarité avec les pauvres et à l'affrontement des injustices structurales. Et enfin, les notes⁹ préalablement préparées pour la présente rencontre de Yaoundé ne faisaient aucune mention explicite de la mission ni des aspects de la formation en rapport avec foi et justice.

Nos impressions relatives à la formation passée et actuelle peuvent ne pas avoir de fondement solide ou être discutables. Ce qui importe, pour le moment, au sein des discussions qui, nous l'espérons, mèneront à des décisions sur les politiques, c'est de proposer des orientations pratiques qui auront des conséquences pour l'avenir. Et c'est ce que je vais essayer de faire ici, en présentant plusieurs points qui m'apparaissent des guides importants pour le processus de la formation.

1. **Communauté:** La CG 34 traite à plusieurs endroits de la formation de communautés de solidarité dans la recherche de la justice en chacun des différents apostolats (D.2 n.9, D.3 nn.10,19). Je dois

⁹ Principaux thèmes tirés des réponses aux questionnaires sur la formation, Hekima, janvier 1996.

admettre que je ne sais pas ce que cela signifie exactement, mais on me permettra de poser que cela comprend deux points pertinents pour la formation. Le premier est que la formation est beaucoup plus large que ce qui se fait dans les maisons de formation et ce qu'accomplissent les formateurs. Les jeunes qui entrent dans la Compagnie saisissent très vite ce que l'engagement réel de la province ou de la région représente pour la mission, tel que le révèlent non seulement les documents et les exhortations, mais aussi les témoignages personnels, le style de vie, les ministères pratiques, les plans et les priorités. Ici, notre sens de l'engagement communautaire pour la foi et la justice et le support manifestement accordé par la communauté à cette mission constituent l'élément formateur le plus puissant. La formation est la responsabilité de la communauté tout entière de la province ou de la région: tout jésuite, jeune ou vieux, qui n'apprécie pas cette réalité s'est placé, dans les faits, hors de la communauté.

Le deuxième point concerne le juste traitement, qui est une expérience vécue par les jeunes gens dans la Compagnie. Les sentiments de discrimination, d'exclusion, de négligence ou de délaissement, de même que la sous-estimation de sa propre culture — que ces sentiments soient ou non parfaitement fondés sur la réalité — doivent être effectivement abordés, si nous voulons des communautés de solidarité qui forment les jésuites à la mission de foi et justice. C'est à cela que mène la question de «l'inculturation» dans nos communautés.

Un point qui revient plusieurs fois dans les discussions préalables à la présente rencontre a été la question de «la possession» de la Compagnie par les jeunes jésuites en formation et le besoin de dépasser le syndrome «nous/eux». C'est là certainement un problème éternel de ce que les sociologues pourraient appeler «la transmission inter-générationnelle des valeurs». Mais le problème est aggravé dans la Compagnie, dans notre Assistance où les différences raciales et culturelles soulignent souvent les distinctions de générations. Qui détient la plus grande responsabilité d'essayer de dépasser ces différences et distinctions? Je dirais (en me fondant sur ce que j'admets être une expérience personnelle et limitée de la question) que la plus grande responsabilité se retrouve chez ceux parmi nous qui sont plus âgés et proviennent souvent d'une culture étrangère.

Mais je dois également attirer l'attention sur la nécessité d'aborder, au point de vue des implications pour la foi et la justice, les défis lancés à une communauté donnée par les différences ethniques et linguistiques chez les jeunes.

2. Engagement: La formation à la mission pour la foi et la justice est une question de conversion autant que de contenu, une conversion à l'imitation de Jésus qui proclame le Royaume de justice et de paix. Ainsi, une spiritualité ignatienne authentique de la justice doit être insérée dans le programme de la formation, lequel doit encourager et soutenir le *laborare mecum* dans le contexte africain. Direction spirituelle, retraites, liturgies, partages de foi, etc., tout cela doit fortifier cette spiritualité chez les jeunes jésuites. Toute spiritualité pour la justice assure une base à l'engagement pour la dure discipline et le dur sacrifice qu'exige notre mission. Elle donne une base au discernement indispensable à la poursuite de la justice dans un monde complexe; elle renforce l'espérance dans le pouvoir consolant de la Résurrection, si nécessaire pour dépasser, spécialement de nos jours, le désolation de «l'afropessimisme».

Sans semblable conviction fondée sur une spiritualité de justice, on éprouve beaucoup de problèmes et de distractions en préparant les gens à travailler pour la paix et la justice. Je puis me tromper, mais j'ai l'impression que, au moins certains défis expérimentés dans les programmes de formation reliés, par exemple, à la pauvreté et aux questions de style de vie proviennent du manque d'engagement clair à suivre Jésus qui est pauvre, avec les pauvres et chez les pauvres.

Ce qui m'amène à paraphraser la question de Matthieu 16 et à demander: «Qui est le Jésus auquel on présente les novices au cours de la grande retraite?» Est-ce que j'exagère, ou simplifie à outrance, quand je suppose que certains jésuites connaissent le Jésus historique de *Lc 4*, *Mt 25*, ou *Jn 13* non comme compagnon dans l'apostolat, mais seulement comme un Jésus abstrait, un ami chaud et consolant, désengagé du combat pour l'édification du Royaume de justice et de paix dans le monde d'aujourd'hui?

3. **Conviction:** Toute personne éprouve de la conviction dans son opinion ou son attitude, de la confiance dans sa position, quand elle a une solide saisie de ce dont il s'agit. Je crois que tant la philosophie que la théologie contribuent substantiellement à la conviction relative à notre mission. Un examen des curriculums d'Arrupe College et de Hekima College me font voir des cours qui sans aucun doute renforceraient la saisie intellectuelle, de la part d'un jésuite, d'éléments en lien avec la mission de foi et justice.

Le danger, bien sûr, c'est de surcharger ou de céder à la tentation d'introduire toujours plus de matières dans un horaire déjà trop rempli. C'est pourquoi il faut conférer aux études un caractère intégrateur, unissant information formelle et information informelle depuis le noviciat jusqu'au Troisième an, plutôt que de présenter un contenu, une expérience discrets, déconnectés. De plus, je me préoccuperais de faire que certains cours — comme la philosophie politique ou l'enseignement social de l'Église — puissent être perçus seulement comme optionnels ou secondaires dans l'échelle des cours rattachés, par exemple, à la philosophie de Dieu ou à l'ecclésiologie.

Je proposerais qu'une importante résolution, issue de la présente rencontre, mène à faire une révision systématique du cours des études régulières dans l'Assistance, pour évaluer ce qui se rapporte spécifiquement à la formation pour la mission de foi et justice. Personnellement, j'ai l'impression qu'on offre beaucoup de cours de haute qualité, mais on aurait peut-être besoin (i) d'une plus grande intégration à travers les années d'étude, (ii) d'une plus grande mise en situation dans le contexte contemporain de l'Afrique et de Madagascar et (iii) d'une plus grande mise en relation avec l'expérience pastorale pratique.

4. **Compétence:** L'engagement effectif dans la mission de foi et justice requiert des capacités d'analyse socio-culturelle et la connaissance des éléments fondamentaux de l'inculturation et du dialogue. Ce niveau de compétence comprend au moins une érudition en science sociale qui rende les jésuites capables de comprendre les dimensions structurales des réalités politiques, économiques, sociales et culturelles. Les grands changements structureaux qui s'opèrent aujourd'hui en Afrique — la démocratisation politique, la libéralisation économique et la transformation culturelle — affectent profondément les gens avec qui nous voulons partager la Bonne nouvelle. Sans formation adéquate à une intelligence fondamentale de ces phénomènes, nous sommes incapables de mettre notre message en contexte, incapables de le rendre, avec les mots du synode africain, crédible, pertinent et effectif.

En plus d'une érudition de base en science sociale pour tous (démontrée, par exemple, par la manière dont on lit les journaux, regarde la télévision, engage des conversations intelligentes et développe des sujets spécifiques), nous avons aussi besoin de désigner tôt dans la formation au moins quelques jeunes jésuites pour une spécialisation en sciences sociales. Cela est nécessaire pour assurer la spécialisation que les gens d'Église et de la société dans son ensemble attendent de la Compagnie en Afrique. Les questions comme l'éthique des programmes d'ajustement structural économique, le nombre croissant des réfugiés, l'impact socio-économico-politique du SIDA, etc. demandent une analyse compétente en vue d'une réponse effective.

Ici, il faut aborder un problème, un problème que vous connaissez très bien et dont j'ai souvent entendu les jésuites parler. À quel moment devrait-on commencer l'entraînement «professionnel» (par ex., les études universitaires en sciences sociales)? Certains parmi les jeunes jésuites se sentent maltraités, quand leurs demandes d'études spéciales sont refusées. Certains jésuites plus âgés se sentent victimes de tricherie, quand ils apprennent que des membres quittent la Compagnie après s'être assuré de bons diplômes. (La question déborde, évidemment, le champ des études spécialisées). Il faut arriver à établir une politique claire au niveau de l'Assistance. Je soupçonne que nous aurons à prendre quelques risques calculés pour constituer dans les prochaines années une relève solide de jeunes jésuites compétents. Regardez dans cette salle – les gens âgés formés et compétents parmi nous ne rajeunissent pas!

5. **Compassion:** À travers les documents des CG 32, 33 et 34, on trouve des références au besoin d'une proximité avec les pauvres en vue d'assurer que notre mission «foi et justice» soit vivante. Au cours de leur formation, dit la CG 34, les jeunes jésuites devraient être en contact avec les pauvres, pas seulement à l'occasion, mais d'une manière plus continue (D.3, n.18). Évidemment, ceci s'applique non seulement aux jeunes jésuites, mais à tous tant que nous sommes, puisque aussi bien la solidarité avec les pauvres est une solidarité avec Jésus. Un résultat de cette proximité avec les «pauvres – accompagnée «d'une réflexion sérieuse» intégrée dans une formation à l'analyse socio-culturelle» – est une passion, un feu, une inquiétude, un zèle, un enthousiasme qu'il faut ressentir à propos du travail pour foi et justice.

Je dois avouer que j'ai été bien déçu, chaque fois qu'il m'est arrivé de rencontrer un jésuite, jeune ou vieux, qui ne ressentait aucune colère face à l'exploitation des pauvres ni de passion par rapport aux injustices auxquelles donnent libre cours des actes d'injustice personnelle et structurale. Personnellement, quand je lis quelque rapport de l'ONU sur les niveaux d'éducation déclinants de jeunes femmes d'Afrique en raison de l'imposition de l'ESAP, ou que j'examine le coût du «panier de provisions» que mon bureau évalue chaque mois pour les familles de Lusaka, ou encore quand je m'entretiens avec les paroissiens de mon poste sur la désillusion provoquée par les politiques de la Troisième république de Zambie, je rougis, mon coeur bat la chamade, mon sang bout! Pourvu que cette haute tension sanguine ne ruine pas ma santé: je prie pour cela. Je suis persuadé que la formation à la mission de foi et justice doit viser à développer une colère sociale et une passion parmi les jeunes jésuites. Cette colère et cette passion doivent, évidemment, être centrées pour être efficaces. J'ai le sentiment que cela retrouve ce que Hugo Rahner décrit comme central dans la spiritualité ignatienne, la vertu de *caritas discreta* – un amour brûlant centré grâce à un discernement véritable.

6. **Harmonie:** Nous nous rendons tous compte qu'il doit exister une harmonie et une note de conséquence entre notre style de vie comme jésuites et notre engagement envers la mission de foi et justice, de même qu'une sensibilité à l'endroit des pauvres. Mais c'est là sans doute un sujet difficile à aborder et une tâche encore plus difficile à poursuivre. Quand même, c'est là la pierre de touche de notre authenticité. Le cadre et le style de vie de nos maisons de formation ne devraient pas contredire ce que nous professons; autrement, qui nous croira? Sûrement pas les jeunes en formation! Comme l'a noté la CG 34: «Le style de vie des communautés jésuites doit porter un témoignage crédible des valeurs contre-culturelles de l'Évangile, de sorte que notre service de la foi puisse effectivement transformer les modèles de la culture locale» (D.4, n.28.2).

Je dois, ici encore, être honnête et dire qu'à notre rencontre de Nairobi, la question de l'emplacement et du style de Hekima et d'Arrupe a été mise sur le tapis. L'isolement loin de la vie réelle de la majorité des gens que nous sommes appelés à servir peut se révéler un sérieux obstacle à notre mission de foi et justice. Nous ne pouvons peut-être pas déplacer nos maisons, mais pouvons-nous déplacer nos coeurs

en faisant des démarches pratiques pour dépasser l'isolement économique et structural chez les jeunes? La présente rencontre sur la formation engendrera-t-elle des directives en ce domaine du style de vie?

7. **Célébration:** Mon dernier point renvoie à l'accent que, dans les programmes de formation, l'on devrait, selon moi, mettre sur la célébration liturgique et festive de notre mission de foi et justice. Pour sûr, nos liturgies devraient incarner le combat de la société autour de nous où le Christ souffre pour les gens appauvris et opprimés. Il n'existe aucune contradiction entre une liturgie inculturée et une autre qui soulève les questions de justice. En réalité, comme Jean-Marc Ela et autres théologiens africains nous l'ont rappelé, l'inculturation sans libération est une dangereuse diversion du pouvoir de l'Évangile. Trop souvent, un grand nombre de nos liturgies sont trop pieuses, personnelles, suaves. De mauvaises liturgies peuvent aliéner et peuvent perpétuer une dichotomie corps/âme. Nous avons besoin de célébrer le Christ de l'histoire dans notre milieu.

Il existe également un besoin de célébrations festives au sein de nos communautés qui renforcent les liens de fraternité jésuite et encouragent notre mission entre nous. Des célébrations simples, pleines de signification donnent capacité et puissance. Nous, qui venons de l'extérieur de l'Afrique et de Madagascar, avons beaucoup à apprendre des fêtes inculturées! À n'en pas douter, elles ont leur place dans une formation efficace pour la mission de foi et justice.

Peter J. Henriot, S.J.
Jesuit Centre for Theological Reflection
P.O. Box 37774
10101 Lusaka
ZAMBIE

+ + + + +

L'INITIATIVE d'APOSTOLAT SOCIAL, 1995-2005 INTERVIEW

Fernando Ponce, S.J.¹⁰

Fernando Ponce Les jésuites ont récemment entrepris de parler d'une «Initiative d'apostolat social»: de quoi s'agit-il?

Michael Czerny On me permettra de reprendre les points principaux de l'article du numéro 64 de *Promotio Iustitiae* (juin 1996). Quiconque est déjà au courant de cet article pourra passer à la question suivante. L'Initiative a pour but de nous aider à découvrir comment la Compagnie de Jésus en général et le secteur social en particulier sont appelés à proclamer la Bonne nouvelle de Jésus Christ à la société du début du 21^e siècle, à la lumière de notre mission universelle telle que l'a définie la CG 34.

La question principale qui guide la réflexion semble en être une toute simple, posée par une personne de bonne volonté, mais sans nos acquis:

¹⁰ Fernando Ponce, S.J., coordonnateur de l'apostolat social dans la province d'Équateur et étudiant en sciences politiques à Paris, a interviewé Michael Czerny, S.J., secrétaire pour la justice sociale à la Curie jésuite de Rome.

«Comment vous, les jésuites engagés dans le ministère social, apportez-vous la Bonne nouvelle à la société? – veuillez décrire votre vision, le travail que vous faites, la vie que vous menez». Les réponses intégrales pourraient être *Les caractéristiques de l'apostolat social jésuite*.

Tout en répondant à la question principale, il y en a deux autres qui peuvent aussi être formulées et développées par elles-mêmes:

«Comment nous, jésuites, analysons-nous et interprétons-nous la société dans toutes ses dimensions pertinentes, par ex., économique, politique, culturelle, médiatique, religieuse?» → une *Analyse socio-culturelle pour le ministère jésuite*.

«Comment évaluons-nous les projets jésuites pour une insertion, une recherche, une action ou un développement sociaux?» → *Points pour l'évaluation des projets sociaux jésuites*.

En 1996, de petits groupes de jésuites de chaque Assistance ont travaillé sur ces questions, en particulier sur la première. Les brouillons qui en sont sortis étaient censés parvenir au Secrétariat pour la justice sociale au cours de 1997, de sorte que, en mars, un comité désigné par le Père Général puisse préparer le Congrès international qui doit se tenir à Naples, en juin.

F.P. Mais quels problèmes, quels besoins ressentis sous-tendent le renouveau que vous proposez? Qu'est-ce que ce renouveau est censé réaliser? Pourquoi semblable Initiative? Et pourquoi maintenant?

M.C. La réponse la plus simple consiste à dire que, dans le vaste champ social, nous ne pouvons ni poursuivre ce que nous avons fait au cours de plusieurs décennies, ni nous arrêter pendant des mois pour tout revoir. C'est pourquoi, l'Initiative a été mise sur pied tôt après la CG 34, pour se prolonger jusque dans le nouveau siècle. Elle est censée «secouer nos routines et réaligner nos objectifs dans la situation mondiale actuelle, dans la perspective d'un renouveau» (pour employer les mots d'un coordonnateur national). Voici quelques motifs pour agir ainsi:

<> Il y a plus de 20 ans, la CG 32 nous a engagés à la promotion de la justice comme à une exigence absolue du service de la foi. Comment l'avons-nous fait? Qu'avons-nous appris? Nous sommes prêts à faire l'inventaire et nous en avons besoin.

<> Partout dans le monde la société elle-même est en train de changer – radicalement, rapidement et implacablement. Comment nous, jésuites, et nos collègues saisissons-nous ce qui se passe dans le vaste champ appelé «société» qui est le lieu propre de cet apostolat aux mille facettes?

<> En 1995, la CG 34 n'a pas seulement réaffirmé le service de la foi et la promotion de la justice: elle a ajouté le dialogue avec les cultures et les religions comme dimensions intégrales. Comment ces idées subtiles s'harmonisent-elles dans la pratique, dans la réalité, dans le ministère social et les autres ministères? dans la vie communautaire? dans la vie spirituelle?

<> Le décret 4 a frappé beaucoup d'individus (jésuites et autres), comme étant très prophétique et peut-être trop radical. Mais les notions de changement social et de justice sociale sont **moins** courantes actuellement, **moins** à la mode qu'elles ne l'étaient en 1975! Par comparaison, les décrets 2 à 5, à l'expression adoucie, de la CG 34 se révèlent de fait très anti-culturels, très radicaux; ils semblent très robustes; mais ils offrent plus de suggestions que de programmes.

Les jésuites qui servent en différents secteurs du champ social sont véritablement préoccupés par des problèmes majeurs comme ceux-là — peut-être pas tous les jours, mais comme préoccupation de fond — et sont les premiers à percevoir que l'apostolat social a besoin d'être sérieusement renouvelé et repensé.

C'est pourquoi les trois questions visent à nous stimuler, nous amenant à faire face aux expériences, difficultés, doutes et possibilités indiqués par les questions.

En juin 1997, des délégués de toutes les provinces et régions, quelque 150 jésuites, seront invités à travailler de concert pendant une semaine, à Naples. Si nous pouvons obtenir consensus sur certaines *Caractéristiques, Analyses et Évaluations* (pour sûr, il ne sera pas facile d'arriver à un consensus, avec des gens venus du monde entier!), cela devrait nous aider à orienter, renouveler et stimuler nos ministères sociaux au cours des premières décennies des années 2000, un peu comme font les *Caractéristiques de l'éducation jésuite* et la *Pédagogie ignatienne* pour l'apostolat de l'éducation.

Mais sans consensus à l'échelle du monde, le partage d'une vision, d'une approche et d'une spiritualité propres à une région ou une Assistance sera déjà une réalisation considérable. Il m'apparaît, à moi, qu'il vaut la peine d'essayer et j'ai l'agréable sentiment de n'être pas le seul à nourrir semblable espérance.

F.P. Le Secrétariat social de la Curie généralice a fait la promotion de cette Initiative: comment pouvez-vous assurer que celle-ci n'est pas imposée d'en haut, encouragée à tout prix, ni coupée des jésuites actifs sur le terrain?

M.C. La Curie possède non pas un centre social qui entreprend des projets ou agit au nom de la Compagnie: elle a un secrétaire qui essaie d'aider d'abord le Père Général, puis les jésuites et collègues engagés sur le plan social, ou d'autres ministères et communautés ou la formation dans la Compagnie.

L'Initiative, de même que ses questions et sa méthodologie, proviennent de ma formation (études interdisciplinaires à Chicago), de mon expérience (ministère de justice sociale à Toronto, travail pour les droits de l'homme au Salvador) et trois ans, 1992-1994, à aider la préparation du thème de «la promotion de la justice» pour la congrégation générale. Donc, l'Initiative provient surtout de ce que j'ai appris sur le terrain.

«Imposée d'en haut, encouragée à tout prix et coupée...»? Évidemment, la chose ne va pas sans risque!

Mais dans plusieurs réunions depuis juillet 1995 (Rio de Janeiro, Prague, New Delhi, Madrid, Manille, Bruxelles, Caracas, Cz_stochowa, Nairobi, Washington...) l'Initiative paraît avoir tout son pesant d'or, alors que les jésuites et les collègues — un grand nombre, sinon tous, et pas toujours avec la même intensité ni de la même manière, mais en tous cas, un grand nombre — découvrent leurs préoccupations mentionnées ici et nourrissent l'espoir que quelque chose de bon va sortir de là ou affirment que quelque chose de bon en est déjà sorti.

F.P. Parler d'«apostolat social» paraît anachronique — peu de gens sont persuadés aujourd'hui que la société peut être changée. La dernière idéologie qui a essayé de faire cela se trouve totalement en discrédit. Alors, nous persuadez-vous que *l'aggiornamento* de cet apostolat n'est pas un exercice nostalgique de la part de jésuites dont les énergies seraient mieux dépensées en d'autres ministères?

M.C. Le grand discours sur le changement structural a l'air de l'inflation, l'utopie, la nostalgie. Notre monde est tout à la fois post-moderne et sauvagement primitif, interdépendant et pourtant fragmenté. Que la société soit réellement plus complexe, ou qu'elle soit plus consciente de sa complexité et de la

rapidité du changement, le fait est que quiconque oeuvre pour la dignité humaine et la justice sociale paraît sujet aux doutes, à la fatigue, à la déception, au pessimisme.

Beaucoup d'individus concèdent que la société a besoin de changement, afin de protéger la dignité humaine ou de promouvoir une plus grande justice. Les croyants et autres personnes motivées rejoignent les marginalisés et les souffrants de leur milieu et montrent en solidarité avec les pauvres éloignés; on parle d'insertion, d'option préférentielle pour les pauvres, de mouvements des gens et de solidarité. Ce qui semble réel, tout de même, ce sont les efforts locaux à petite échelle.

Dans presque chacune des provinces, il y a des jésuites impliqués dans des activités comme les suivantes: centres sociaux de recherche et/ou d'action; prêtres ouvriers, travailleurs sociaux ou aumôniers de prisons; jésuites qui accompagnent les exclus, les marginalisés ou les exploités, qui vivent et/ou travaillent avec les pauvres, les chômeurs ou les ouvriers, les sans-abri, les enfants de la rue, les autochtones ou les indigènes, les dalits ou tribaux, les tziganes ou les voyageurs, ceux qui sont aux prises avec l'alcool, les drogues ou vivent avec le HIV ou le SIDA; membres du Service Jésuite aux Réfugiés et autres qui travaillent avec des immigrants ou des réfugiés; etc.

Mais, les gestes locaux sans nombre, extrêmement importants en eux-mêmes aux points de vue humain et religieux ... ou les mouvements de base sans nombre, avec leurs nombreux obstacles et leurs triomphes occasionnels ... contribuent-ils à réaliser un changement structural pour le meilleur? Les structures font-elles vraiment partie de ce que les citoyens, y compris les chrétiens et spécialement les pauvres, sont capables de transformer? Et toutes nos différentes activités se fusionnent-elles en un apostolat cohérent, en un secteur social à l'intérieur de chaque province?

Je garde l'espoir que, au lieu d'être bloqués dans le découragement ou de prendre refuge dans quelque chose comme le cléricisme ou le spiritualisme, nous pourrions nous aider mutuellement à aller plus profond, à nous rapprocher du peuple de Dieu, spécialement des pauvres, à devenir plus humbles, à entendre son appel et percevoir un peu plus clairement notre voie. L'Initiative aide déjà les jésuites à prier ensemble, à recueillir ce que nous avons appris, à découvrir ce que nous ignorons, à trouver et aborder dans l'esérance les bonnes questions.

F.P. Certains se rappellent le *Survey* du temps du père Arrupe; d'autres pensent aux *Caractéristiques de l'éducation jésuite* et nous avons tous fait l'expérience de plans de provinces. Qu'est-ce que vous pouvez faire pour être sûrs que, contrairement à d'autres plans, cette Initiative ne finira pas sur le papier?

M.C. L'application concrète se révèle parfois très frustrante. Une congrégation générale ne peut vraiment pas aborder les plus petits détails et d'autre part, le travail concret, une communauté, voire une province donnée, trouve parfois une grande difficulté à s'élever au-dessus des détails quotidiens. Alors, entre les généralités d'une congrégation générale et la réalité «terre à terre», il y a la nécessité de planifier et de mettre en pratique, et l'Initiative propose de satisfaire ce besoin par la production d'instruments de réflexion appelés, temporairement, *Caractéristiques, Analyse socio-culturelle* et *Évaluation*.

En chaque province il y a des jésuites et des collègues qui oeuvrent dans d'autres ministères de la Compagnie et demandent: «Que signifie concrètement servir la foi et promouvoir la justice du Royaume de Dieu dans l'éducation, le travail pastoral ou la spiritualité?» D'autres demandent: «Existe-t-il des liens entre la *cura animarum* et l'action sociale — ou ces ministères s'excluent-ils mutuellement?» Avec le décret 4, notre mission tout entière est devenue inévitablement sociale dans ses implications, mais ce fait ne supprime pas l'apostolat spécifiquement social, ni ne lui confère un caractère de superfluité. Ceux

qui travaillent explicitement ou à temps plein dans «le social» ont quelque chose à offrir aux jésuites et aux collègues dans d'autres ministères.

«Offrir quelque chose» est synonyme de dialogue et alors, l'objectif de l'Initiative est de lancer des dialogues avec quatre groupes différents:

- les membres jésuites du secteur social lui-même, de façon à renouveler toutes les formes d'apostolat social et d'y attirer de nouveaux jésuites;
- des collègues, collaborateurs et employés non jésuites avec qui nous désirons partager notre vision et notre service et à qui nous devons communiquer clairement les racines, les objectifs et les approches de l'apostolat social jésuite;
- des confrères jésuites et des collègues engagés dans d'autres ministères, afin d'améliorer la coopération et d'appliquer la mission unique de façon plus approfondie;
- de jeunes membres de la Compagnie, avec regard sur leur apostolat futur et la planification de leurs études, de même que des candidats qui songent à une vocation possible à la Compagnie.

F.P. Qu'espérez-vous voir surgir ensuite?

M.C. Tôt après Naples, un premier brouillon des *Caractéristiques* devrait paraître sous forme d'écrit et de cassette-vidéo ... et plus tard, peut-être quelque *Analyse socio-culturelle* et des *Points pour évaluation*. J'espère que ces nouveaux instruments circuleront largement parmi les jésuites et les collègues, seront utilisés effectivement, vérifiés sur un plan local, dans un grand nombre d'oeuvres et de communautés de chaque province, à partir du milieu de 1997.

Je me représente des ateliers organisés autour des *Caractéristiques* qui impliquent ceux avec lesquels nous partageons notre mission de la foi qui fait la justice ... des rencontres de jésuites et de personnel laïc qui oeuvrent dans un secteur particulier comme l'éducation ou la spiritualité, ou dans deux secteurs à la fois, comme la paroisse et l'action sociale ... des jésuites et des collègues engagés pour les droits de l'homme ou au service des Communautés de vie chrétienne, dans le ministère indigène ou tribal, l'éducation populaire, les médias, des aumôniers....

Dans ces rencontres, il y aura moyen de recueillir commentaires et critiques, de sorte que, au Secrétariat pour la justice sociale, avec une aide internationale, les réactions pourront être incorporées dans les brouillons. Si tout se déroule bien, le Père Général espère promulguer formellement une première édition des *Caractéristiques de l'apostolat social jésuite* à la fin de 1999. Puis, la chose se poursuivra jusqu'à 2005 et au-delà, car les «caractéristiques» ne sont ni une loi, ni une définition: ce sont des questions et des principes de renouveau.

F.P. En résumé ... ?

M.C. Bref, l'Initiative n'est ni une vue générale, ni une planification: c'est un grand carrefour flot-tant où nous pouvons tous nous rencontrer à la fin du 20^e siècle actuel au soulèvement social parti-culièrement rapide. C'est une occasion d'unir notre prière, notre expérience et notre réflexion, dans un dialogue et un échange mutuels, ce qui devrait nous disposer à mieux proclamer l'Évangile à la société du 21^e siècle. Tel est mon espoir; telle est, à la vérité, ma perception: Dieu en soit loué.

Fernando Ponce, S.J.
15 rue Raymond Marcheron
92170 Vanves

Novembre 1996

FRANCE

+ + + + +

Le COMITÉ PRÉPARATOIRE

Le 17 mars, une prière commune du matin dans la chapelle byzantine de la Curie généralice ouvrit la semaine des délibérations du groupe, ou *coetus*, de jésuites chargés par le Père Général Kolvenbach d'aider à préparer le congrès de Naples (juin 1997) dans le cadre de l'Initiative de l'apostolat social de la Compagnie de Jésus.

Ce fut une semaine de recherche en commun, à la fois intense et calme, qui commença par une analyse de la matière envoyée par les différentes Assistances.

Michael Czerny, conscient de sa responsabilité par rapport au processus tout entier, et Giacomo Costa, soucieux d'aider à l'organisation et à la prière moyennant sa gaieté, sa fraîcheur — et sa guitare, avaient minutieusement préparé les premières étapes à entreprendre le premier jour, de sorte que nous pouvions tracer ensemble la marche à suivre pour le reste du temps.

La première tâche sur laquelle nous nous sommes concentrés a été celle d'examiner la matière envoyée par toutes les Assistances. On y trouvait, d'une part les éléments qui définissent notre apostolat social, et, d'autre part, les grands thèmes qu'affronte cet apostolat. Ces deux aspects, les caractéristiques et les problèmes majeurs, de même que l'ordre du jour, feront ensemble l'objet de la réunion de Naples.

Le groupe entreprit le travail de collaboration dans la création: lecture, mêlée de rédaction, d'esquisses de documents de base; échanges sur l'ordre du jour dans un profond discernement appuyés par la prière et l'eucharistie quotidienne.

Petit à petit, commença d'émerger une image commune de la rencontre de Naples. Le défi de semblable rencontre de 150 jésuites venus du monde entier, qui au début suscita chez nous doutes et appréhensions, devint peu à peu familier et attrayant. Nous nous sommes représentés les jésuites à Naples, regroupés pour étudier les grandes dynamiques de nos caractéristiques, telles qu'elle se présentent à travers les questions fondamentales: où et avec qui accomplissons-nous notre apostolat social (contexte); pourquoi l'accomplissons-nous? (motivation et spiritualité), comment? (méthode et processus). Dans les plénières, nous avons décidé de travailler chaque matin sur un thème central: économie mondiale, justice et culture, foi et justice, religion et engagement social, notre charisme ignatien et le combat pour la justice, de même que le tonus et le moral de notre travail aujourd'hui.

Au cours de la semaine de travail du *coetus*, exactement comme en tout groupe de compagnons jésuites impliqués dans les échanges d'un discernement communautaire, chacun de nous traversa son propre processus de clarification intérieure à travers lumières et ombres, et selon un rythme calme et exigeant, nous avons fait ensemble l'expérience d'une clarification franche, puissante et transparente, dans un contexte d'écoute attentive et de volonté sincère dans la recherche du meilleur pour ce processus de l'Initiative de l'apostolat social de la Compagnie, que nous considérons tous comme extrêmement important.

Dieu nous a accordé la grâce de nous rencontrer comme groupe de compagnons qui, ne nous connaissant pas au préalable, avons formé dès le premier jour une équipe mutuellement complémentaire et avons forgé un langage commun qui nous permit de créer un profond sentiment de sécurité dans la tâche à nous confiée – une rencontre de Naples viable et convaincante – et d'amitié dans le Seigneur.

Chacun a laissé sa marque sur tout le monde: Joseph Daoust (DET) a suggéré un cadre pour une lecture, la plus impartiale possible et respectueuse des différences, des problèmes d'injustice économique et de pauvreté; Fernando Franco (GUJ) a organisé le thème culture et religions, en vue de contextualiser le combat pour la justice et contrer les simplifications occidentales; Josep Miralles (TAR) nous a situés à l'intérieur de l'horizon complexe des changements continuels qui transforment à la fois le monde extérieur et notre réalité intérieure; Chukwuemeka Orji (NIG) nous a communiqué ses références émotives à la foi à partir du combat pour des poussées de justice et sa rigoureuse contribution de références bibliques; Thomas Giblin (HIB) a révélé le défi qu'un jeune homme lance à toute la Compagnie de prendre au sérieux les engagements envers le combat pour la justice et son propre souci d'articuler chacune de nos démarches de façon cohérente; Joel Tabora (PHI) a manifesté une passion de relever le moral de la Compagnie et de souscrire à la tâche de celle-ci en tant que corps; Francisco de Roux (COL) a promu un dialogue entre les divers mondes: le premier, l'ancien deuxième, le tiers-monde et le quart-monde, avec espérance d'une solidarité.

Le matin de notre avant-dernier jour s'est passé à discuter et à délibérer avec les Assistants du Père Général. L'expérience s'est révélée satisfaisante: ce fut le partage d'un résultat qui avait déjà atteint une certaine solidité et l'échange de rectificatifs, de défis, de points de vue et de suggestions qui visaient à une édification en collaboration.

Devant nous, dans juste douze semaines, se dresse Naples. Non plus comme un événement possible, mais comme un fait, avec une haute probabilité de progresser de façon significative dans ce processus de renforcement et d'articulation de notre imitation du Seigneur, jusqu'à ce que nous mettions tout en jeu de fait, avec et pour les marginalisés et les pauvres, de sorte que le monde puisse croire.

Michael et Giacomo, qui ont porté tout le poids du jour, approchent maintenant du jour où ils auront à accepter qu'ils ont fait ce qu'ils ont pu et il ne leur reste plus qu'à tout abandonner dans les mains de Dieu pour qu'il fasse le reste, en vue de faire de Naples un événement du Seigneur.

25 mars 1997

+ + + + +

Les JÉSUITES au MILIEU du PEUPLE du HONDURAS 50 ANS de PRÉSENCE

Nous nous adressons au peuple hondurien, particulièrement le peuple des départements de Yoro et Colón, où l'Église du Honduras nous a confié une parcelle, afin de le remercier de tant de bienfaits

reçus au cours de ces 50 ans, dont le plus considérable a été que vous nous avez ouvert les portes pour nous accueillir et avez transformé peu à peu notre coeur.

Nous vous demandons pardon de ne pas avoir correspondu à tant de grâces que Dieu a répandues sur nous à travers vous, refusant souvent de nous libérer de certaines amours, certaines affections ou certains intérêts opposés à notre mission de service de la foi et de la promotion de la justice dans une option préférentielle pour les pauvres, comme les évêques latino-américains nous l'avaient demandé à maintes reprises.

Nous sollicitons votre aide pour poursuivre ce combat de Titans contre les forces du mal, incarnées dans la pauvreté croissante, la corruption de la société, le mensonge politique et la manipulation de la foi religieuse. Ce sont des forces gigantesques, cautionnées par les structures de la globalisation mondiale, qui, à l'instar d'une très lourde montagne, ne peut être supprimée que par la foi limpide des pauvres et de ceux qui se dépensent au service de leur cause. Aidez-nous de votre prière, votre compagnie, votre critique amicale, vos paroles de conseil et d'encouragement, car nous sommes des vases d'argile, faibles et pécheurs.

Avec l'aide de Dieu notre Seigneur, nous nous engageons avec vous à poursuivre notre tentative de construction d'une société nouvelle où règne Dieu, et non l'argent, ni le pouvoir, ni l'Église elle-même; où le travail soit la pierre angulaire de l'édifice; où l'égalité brille dans les relations sociales; où ordonner sera servir et la pauvreté d'esprit se vive comme une manière nouvelle de goûter les choses, de les mettre en relation avec la nature et d'écouter le point de vue féminin.

Enfin, nous aimerions que vous vous joigniez à nous pour célébrer avec une joie intense ces noces d'or dans lesquelles nous rappelons l'amour et le service intimes qui nous ont unis à vous, dans la conscience que, en fin de compte, par rapport à l'immense obligation qui nous reste d'aimer et de servir, cinquante années ne sont rien.

Ricardo Falla, S.J.
Apdo. 10
El Progreso, Yoro
HONDURAS

Octobre 1996

+ + + + +